LES RAPPORTS DU GRIP

GROUPES ARMÉS AU KATANGA

ÉPICENTRE DE MULTIPLES CONFLITS

Georges BERGHEZAN

2015/3

GRIP

GROUPES ARMÉS AU KATANGA : ÉPICENTRE DE MULTIPLES CONFLITS

Georges Berghezan

Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Les activités du GRIP sont soutenues financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,





le Ministère de la Communauté française,
le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Fonds Maribel Social

Remerciements

Cette étude n'aurait pas été possible sans les collectes d'information effectuées par Diontani Saidi, basé à Kalemie, auprès de sources locales, dont des organisations humanitaires et des membres des sociétés civiles de Moba, Pweto, Mitwaba et Manono. Qu'ils en soient tous remerciés.

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

UNE PROVINCE EN PROIE À DE MULTIPLES CONTRADICTIONS

Davantage que les autres régions du Congo, le Katanga est une terre de contrastes. Deuxième province de la République démocratique du Congo par sa taille, avec une superficie de près d'un demi-million de kilomètres carrés (soit environ la taille de l'Espagne), elle connaît une densité de population relativement faible. Cependant, le nombre d'habitants dans la province varie énormément suivant les sources, avec des estimations comprises entre 6 et 13 millions[1].

La population katangaise représente donc entre 8,5 et 15,5 % de celle de l'ensemble de la RDC. Pourtant, le Katanga fournirait, selon son gouverneur, Moïse Katumbi, plus de la moitié du PIB national[2]. Si d'autres sources donnent des estimations nettement inférieures[I], aucune ne met en doute le fait que, grâce à l'apport de son secteur minier, le Katanga contribue, proportionnellement à sa population, bien plus au PIB national que les autres provinces de RDC.

Cette disproportion économique fait dire à de nombreux Katangais que leur province est la « vache à lait » de la République, suscitant depuis plusieurs décennies des frustrations, des appels à davantage d'autonomie financière, voire à la séparation du reste du pays. Ces aspirations constituent une tension permanente entre Kinshasa et le Katanga, s'étant exprimée violemment lors de l'indépendance, et brandies, plus d'un demi-siècle plus tard, pour justifier l'apparition du phénomène des groupes armés dits « Kata Katanga ». Cependant, d'autres types de conflits déterminent fortement l'histoire et la réalité quotidienne de la province.

En effet, une ligne de fracture sépare également le nord du sud du Katanga. La majorité des ressources minières est concentrée dans la partie méridionale de la province, qui jouit d'un niveau de vie nettement plus élevé que la partie septentrionale, qui est en outre la plus affectée par la prolifération de groupes armés. Le découpage en cours du Katanga – par lequel quatre provinces sont en train d'être créées sur base des cinq districts actuels – risque d'accentuer ce contraste, les deux « provincettes » méridionales, Haut-Katanga et Lualaba (cette dernière absorbant le district de Kolwezi) apparaissant mieux dotés en ressources minérales que celle du Haut-Lomani et, surtout, celle du Tanganyika. Prévu pour être effectif en juin 2015, ce découpage réjouit une partie de la population, qui y voit une source d'emplois dans l'administration. Cependant, il a attisé les tensions politiques[3], certains y voyant « la mort de l'identité katangaise »[4] ou craignant un avenir encore plus sombre pour les deux nouvelles provinces du nord. Des personnalités plus influentes du Katanga s'y opposent d'ailleurs ouvertement, comme son gouverneur, le « sudiste » Moïse Katumbi, ou le « nordiste » Gabriel Kyungu wa Kumwanza, ancien gouverneur, actuel président de l'assemblée parlementaire provinciale et champion du « fédéralisme » et de l'autonomie katangaise[5].

I. Le Katanga aurait contribué en 2010 pour 26 % du PIB congolais, selon Chloé Domergue et Augustin Mpoyi Mbunga, dans l'étude La Gestion des ressources naturelles pour une croissance durable publiée par la Banque mondiale.

Carte des 26 « nouvelles provinces » de RDC :



En jaune : les 4 « nouvelles provinces » qui forment le Katanga actuel.
(Source : Céline Lahaye, ADES DyMSET, 2006).

Cartes des 5 districts et 23 territoires du Katanga



Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA - RDC).

Le conflit nord/sud a également des aspects sociocommunautaires, particulièrement vivaces lors de l'indépendance, mais apparemment passés à l'arrière-plan actuellement. Il s'agit de la rivalité opposant les Lunda et les Cokwe, vivant à proximité des sites miniers du sud du Katanga, aux Luba (ou Balubakat) majoritaires dans la province, particulièrement dans le nord. L'ascendance mixte, luba-lunda, de Laurent-Désiré Kabila a pu contribuer à l'affaiblissement de cet antagonisme. Cependant, la politique de Joseph Kabila, qui a placé nombre de Balubakat aux commandes de la province et du pays[6], pourrait le réveiller.

Sur ce conflit « ethnique » se greffe celui entre « originaires » et « non-originaires », ces derniers étant essentiellement des Luba du Kasaï[II], arrivés au Katanga, province relativement sous-peuplée, à partir du début du XXe siècle pour y travailler dans les mines. La fin du règne de Mobutu a été marquée par de graves violences à l'encontre des « non-originaires », violences qualifiées de « nettoyage ethnique » par de nombreux observateurs[7].

Un autre conflit communautaire, ayant éclaté beaucoup plus récemment, est celui qui oppose les « autochtones » aux « non-autochtones », soit les Twa (ou Pygmées) aux Bantous, essentiellement les Luba, dans le district du Tanganyika. Les racines du conflit sont anciennes et tiennent à la discrimination subie traditionnellement par les Pygmées et à la réduction continue de leur espace vital, le milieu forestier. Cependant, l'apparition de groupes armés pygmées semble être une première, non seulement au Katanga, mais pour l'ensemble de ce peuple disséminé dans plusieurs pays d'Afrique centrale.

Il s'agit ici des principales lignes de fracture qui donnent lieu – ou ont donné lieu – à des conflits violents au Katanga. Pour être exhaustif, il faudrait notamment citer les conflits coutumiers et fonciers, nombreux, par exemple dans le territoire de Malemba-Nkulu du district du Haut-Lomani[8]. Étant donné la forte progression démographique du pays, ce type de frictions ne peut que prendre de l'ampleur au cours des prochaines années, à l'instar du Nord-Kivu, déjà surpeuplé. On pourrait également citer les rivalités opposant les démobilisés et anciens combattants à la hiérarchie des forces armées, que les premiers veulent intégrer, parfois en posant leurs conditions, sous peine de reprendre les armes.

Il importe également d'être conscient que, bien souvent, ces conflits se superposent, mutent ou évoluent et que toute catégorisation a donc ses limites. Par exemple, le conflit entre Pygmées et Bantous a d'évidentes connotations foncières, la destruction de la forêt forçant les premiers à s'installer sur les terres arables des seconds. Un autre exemple est l'évolution des Maï-Maï de Gédéon (voir infra) qui, après la fin de l'occupation étrangère, revendiquaient uniquement leur intégration dans l'armée nationale. Ce n'est que bien plus tard que leurs leaders ont créé les Kata Katanga, tournant le dos à Kinshasa et optant pour le sécessionnisme.

II. Les Luba du Kasaï parlent chiluba (tshiluba), tandis que les Luba du Katanga (ou Balubakat), arrivés bien plus tôt sur le territoire de la province, pratiquent le kiluba, deux variantes d'une même langue qui se sont progressivement fortement différenciées.

FAP et Maï-Maï, résistance et insurrection

À l'origine des Kata Katanga, on trouve les Forces d'autodéfense populaire (FAP) créées, en octobre 1998, par le président Laurent-Désiré Kabila pour résister à l'invasion rwandaise et aux rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Armées et financées par Kinshasa, se faisant souvent appeler Maï-Maï, en référence à la rébellion antigouvernementale initiée par Pierre Mulele en 1964, ces milices, composées essentiellement de jeunes villageois, ont joué un rôle important pendant la « deuxième guerre du Congo » (1998-2003). Au Katanga, en particulier, ce sont elles qui ont permis de bloquer, à hauteur de Pweto, l'avancée de l'armée rwandaise et du RCD et les ont empêchés de s'emparer de Lubumbashi et des zones minières du sud de la province[9].

Cependant, le soutien de Kinshasa aux FAP n'a pas été continu. Il a été interrompu après la conclusion de l'Accord de Lusaka, signé en juillet-août 1999, le gouvernement tentant visiblement de respecter les clauses de l'accord instaurant un fragile cessez-le-feu. La trêve ne dura guère plus de quelques mois et, en 2000, L. D. Kabila ordonna la reprise du soutien aux FAP. Après son assassinat, alors que les opérations militaires étaient suspendues au Katanga, son successeur, Joseph Kabila, a décrété la dissolution des FAP et l'intégration de leurs membres dans les forces de police. Néanmoins, ses ordres ont été largement ignorés et des personnalités, comme le gouverneur du Katanga, Aimé Ngoy Mukena, et le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général John Numbi, ont continué à leur livrer des armes[10].

Privés de leur adversaire rwandais et de ses acolytes, les Maï-Maï katangais se sont retournés, avec une grande violence, contre la population locale, en particulier dans le sud du district du Tanganyika et le nord de celui du Haut-Katanga, soit les territoires de Manono, Mitwaba et Pweto, bientôt affublés du surnom infâmant de « triangle de la mort ». Plusieurs tentatives de négociation initiées par les autorités nationales et provinciales ont échoué. Si celles-ci proposaient aux insurgés une intégration dans les Forces armées de RDC (FARDC), en cours de création, les chefs Maï-Maï refusaient d'être déployés en-dehors de leur région d'origine et exigeaient des grades sans rapport avec leur faible formation militaire[11].

Finalement, vers la fin de l'année 2005, les FARDC ont lancé une vaste offensive dans le nord du Katanga[12]. Malgré de lourdes carences logistiques, l'armée est parvenue à affaiblir les insurgés Maï-Maï et, encerclés, de nombreux miliciens – dont le fameux chef de guerre Kyungu Mutanga, dit « Gédéon » – se sont rendus aux soldats de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC) à Mitwaba le 12 mai 2006, se déclarant prêts à déposer les armes[13]. Quelques jours plus tard, Gédéon fut remis aux autorités militaires de Lubumbashi et accusé d'assassinat, d'enrôlement d'enfants, de cannibalisme, d'utilisation d'armes à feu et de création d'un mouvement insurrectionnel[14]. Avec son arrestation, les autres chefs Maï-Maï de la région – Ngwena, qui avait recruté Gédéon et était surnommé Tshinja Tshinja (« l'égorgeur » en swahili), Bakanda Bakoka, Makabe Kalenga Ngwele, Ngwende[15]… – ont mis une sourdine à leurs activités.

Le procès a débuté en août 2007 mais a été interrompu à de nombreuses reprises. Finalement, Gédéon a été condamné, le 5 mars 2009, à la peine capitale pour crimes contre l'humanité, terrorisme et insurrection. Six autres prévenus, parmi lesquels son épouse, ont également été déclarés coupables de crimes contre l'humanité, en plus d'autres infractions[16].

Notons que l'État congolais a été condamné à payer plusieurs millions de dollars aux victimes, le tribunal, basé à Kipushi, près de Lubumbashi, ayant estimé que Gédéon et ses sbires avaient été des alliés du gouvernement et armés par l'armée congolaise[17]. La peine capitale n'étant plus appliquée depuis au moins 2003 en RDC[18], Gédéon a été emprisonné à la prison de Kasapa de Lubumbashi.

Ainsi s'achève la première partie de la carrière sanglante de Kyungu Mutanga. Celui qui serait un enseignant, né dans le village de Kabala, dans le secteur de Luvua du territoire de Manono[19], a peut-être été motivé au départ par le désir de défendre son pays menacé par un ennemi extérieur. Après le retour à la paix, apparemment déçu de ne pas obtenir un grade élevé au sein des FARDC et disposant du soutien discret de responsables politiques et militaires katangais, il a utilisé ses hommes et ses armes pour semer la terreur dans sa région d'origine, à l'image de certains groupes Maï-Maï du Kivu. Quelles qu'aient été ses motivations, jusqu'à son emprisonnement, il semble ne jamais avoir revendiqué la sécession ou même une plus grande autonomie du Katanga, même si, occasionnellement, il aurait pu mener des raids avec le soutien de « Tigres »[III], ces descendants des « gendarmes katangais » au service de Moïse Tshombe (voir plus bas). Néanmoins, au cours de son procès, nul ne lui a reproché d'avoir voulu mettre en danger l'intégrité territoriale du pays. Les crimes les plus anciens pour lesquels il a été jugé datent de mai 2004, soit bien après le retrait de l'armée rwandaise de la RDC. Il semble donc évident que ce n'est ni le « résistant à l'invasion étrangère », ni le « sécessionniste katangais » qui a été condamné, mais bien le rebelle et auteur de crimes contre l'humanité.

Un sécessionnisme profondément ancré au Katanga

Or, le sécessionnisme a une histoire déjà longue au Katanga. Province à part, la Belgique ne put y entamer sa colonisation que plusieurs années après le Congrès de Berlin, soit après la mort du roi M'siri, tué par un officier belge en 1891, et après que la Grande-Bretagne y avait renoncé en concluant un accord avec la Belgique en 1894.

Mais l'événement le plus emblématique des aspirations centrifuges du Katanga survint le 11 juillet 1960 lorsque, quelques jours après l'indépendance du Congo, l'homme politique katangais, Moïse Tshombe, proclama la sécession de sa province. Avec le soutien, notamment militaire, de l'ex-colonisateur et d'autres puissances occidentales – alléchées par les énormes richesses minières du Katanga – il tint tête pendant plus de deux ans aux forces de l'ONU et ne capitula qu'en janvier 1963. Il est important de noter que, dès 1960, le nord de la province, peuplé majoritairement de Luba, s'opposa à la sécession et demeura fidèle aux autorités nationales[20]. Après sa capitulation, Tshombe fut nommé Premier ministre du gouvernement central sous la présidence de Joseph Kasa-Vubu, mais dut s'exiler lorsque Joseph Mobutu, après son coup d'État de novembre 1965, l'accusa de trahison. Il mourut en résidence surveillée à Alger en 1969.

La disparition de Tshombe n'entraîna pas l'éradication du sécessionnisme katangais. Une partie de ses troupes, les « gendarmes katangais », réfugiées dans l'Angola voisine et organisées, sous la houlette du gouvernement de Luanda, au sein du Front de libération nationale du Congo (FLNC), tenta à deux reprises – en mars 1977 et mai 1978 – de s'emparer du Katanga, renommé alors « Shaba ». À chaque

III. Des attaques conjointes de « Tigres » et de Maï-Maï ont été relevées en 2004. Cependant l'implication de Gédéon ne semble pas établie. Voir Army retakes mining town in south-eastern DR Congo, Panapress, 17 octobre 2004.

fois, ces incursions ne furent repoussées que grâce au concours de troupes étrangères, essentiellement marocaines et françaises, mais également belges. Si, pour les autorités angolaises, il s'agissait de faire pression sur le régime de Mobutu, et sans doute également sur les États-Unis – pour qu'ils cessent leur soutien militaire aux groupes armés auxquels elles étaient confrontées – les objectifs du FLNC, dont les combattants étaient surnommés les « Tigres katangais », semblent avoir été, si ce n'est d'obtenir l'indépendance, au moins d'accroître l'autonomie du Katanga, en particulier au bénéfice des Lunda, qui s'estimaient discriminés par rapport aux Luba, la grande ethnie de la province[21]. Les principaux chefs de l'insurrection, en particulier Nathanaël Mbumba, président du FLNC, avaient été membres des forces armées de Tshombe une quinzaine d'années plus tôt. En dépit du nom de son mouvement, l'objectif de « libération nationale » ne semble pas avoir été prioritaire auprès de Mbumba puisque, malgré les pressions angolaises, il fit échouer un projet d'alliance avec le Parti de la révolution populaire (PRP), basé dans l'extrême-sud du Kivu et dirigé par un Luba qui allait devenir célèbre, Laurent-Désiré Kabila. Expulsé d'Angola, Mbumba se retrouva emprisonné à Kinshasa puis libéré au début des années 1990[22]. Quant à l'alliance entre le FLNC et les troupes de Kabila, elle se concrétisa finalement en 1996, quand les Tigres – dirigés par Elie Kapend[23] – prirent une part active à l'offensive victorieuse de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) qui aboutit au renversement de Mobutu.

Entre-temps, preuve que l'irrédentisme katangais persistait, une nouvelle organisation, le Congrès du peuple katangais (CPK) a déposé, en 1992, auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR, mécanisme émanant de l'Organisation de l'Union africaine), une demande visant à ce qu'elle soit reconnue « *comme un mouvement de libération devant aider le Katanga à acquérir son indépendance ; reconnaître l'indépendance du Katanga ; aider à obtenir l'évacuation du Zaïre du territoire katangais* ». Si l'on peut douter de la réelle représentativité du CPK et si sa demande a été repoussée, notamment « *en l'absence de preuve tangible à l'appui des violations des droits de l'homme à tel point qu'il faille mettre en cause l'intégrité territoriale du Zaïre* », la Commission l'a néanmoins examinée et même recommandé que le Katanga bénéficie « *d'une forme d'autodétermination qui soit compatible avec la souveraineté et l'intégrité territoriale du Zaïre* »[24].

Ensuite, l'invasion, principalement rwando-ougandaise, de l'est de la RDC semble avoir eu comme effet de mettre une sourdine aux aspirations autonomistes d'une partie des responsables et de la population katangaise. De même, un peu plus au nord, le projet du Rwanda et du RCD de favoriser une sécession du Kivu[25] n'a jamais reçu de soutien populaire et a, au contraire, renforcé le sentiment de « congolité » dans l'est de la République.

Il fallut attendre 2005 pour que l'hydre sécessionniste katangaise refasse son apparition. Le 6 mai, plusieurs officiers et personnalités de la province, dont André Tshombe Njimbu, fils de Moïse et leader d'un petit parti d'opposition – la Convention nationale congolaise (CONACO) – créé par son père alors qu'il était Premier ministre à Léopoldville, ont été arrêtés. Quelques jours plus tard, le ministre de l'Information, Henri Mova Sakanyi, a annoncé qu'une « tentative de sécession » a été déjouée et accusé les personnes emprisonnées d'avoir voulu faire revenir au Congo et armer des milliers de « Tigres » toujours réfugiés en Angola, tandis que le ministre de la Défense, Adolphe Onusumba, évoquait l'« agitation » d'un groupe appelé Mouvement pour l'indépendance du Katanga (MIK)[26].

André Tshombe a été libéré trois mois plus tard[27] et, à ce jour, n'a pas été jugé pour ce présumé complot. Les autorités n'ont jamais fourni de preuve de leurs allégations et

beaucoup soupçonnent que leur objectif était d'écarter de possibles candidats issus du sud de la province, qui auraient pu concurrencer ceux du nord, soutenus par Kinshasa, lors des élections présidentielles et législatives prévues l'année suivante[28].



Drapeau du Katanga sécessionniste. Le rouge représente la couleur du sol et le vert la végétation, tandis que les trois croisettes de cuivre évoquent un moyen de paiement de l'époque précoloniale.

Malgré les sérieux doutes entourant cette affaire, de nouveaux incidents se sont produits quelques années plus tard, montrant que le sécessionnisme katangais était toujours d'actualité. Ainsi, le 24 mai 2010, on apprenait l'arrestation de sept individus accusés d'avoir voulu hisser des drapeaux indépendantistes sur des bâtiments publics de Lubumbashi. Cinq d'entre eux, auprès desquels des Kalachnikovs rouillées ont été saisies, auraient affirmé avoir combattu sous les ordres de Moïse Tshombe. Tous auraient déclaré appartenir au Congrès des peuples du Katanga (CPK), dirigé par un certain Kazadi Mutombo Tanda Imena, vivant en exil[29]. Malgré la similarité des noms, aucun lien direct ne semble établi entre ce mouvement et celui qui avait tenté de se faire reconnaitre comme mouvement de libération par une commission de l'OUA en 1992. Signalons que d'autres sources évoquaient une tentative de capture de l'aéroport international de la Loano, à Lubumbashi, ayant entraîné la mort d'un militaire et d'un policier, l'interpellation d'une vingtaine de personnes et l'implication du FLNC et de son chef, Elie Kapend, ainsi que d'un avocat et ancien ministre, Mbenga Sandonga[30].

Si beaucoup de flou entoure également cette affaire, il ne semble guère faire de doute qu'une attaque contre le même aéroport a bel et bien eu lieu le 4 février 2011. Repoussée par les FARDC, elle a fait au moins un mort, un agent de sécurité d'une société minière[31]. Fin 2012, à l'ouverture du procès de quelques assaillants capturés, on a appris que ceux-ci appartiennent à un nouveau mouvement sécessionniste, la Coordination de l'organisation de référendum de l'autodétermination pour le Katanga (CORAK)[32].

Le 29 juin 2011, Lubumbashi a été la cible d'une nouvelle attaque par des hommes décrits comme lourdement armés. Selon les sources, c'est un dépôt d'armes[33] ou l'entrepôt d'une société minière qui aurait été visé[34]. Deux assaillants auraient été capturés et deux autres tués. Leurs motivations et leur éventuelle appartenance à un groupe armé n'ont pas été rendues publiques.

Moins de deux semaines plus tard, le camp militaire de Kimbembe, à une dizaine de kilomètres de Lubumbashi, aurait subi une attaque, attribuée à des « indépendantistes katangais », plus précisément à la CORAK, selon certaines sources[35]. L'assaut, qui a eu lieu le 11 juillet – date anniversaire de la proclamation d'indépendance de Tshombe – aurait été précédé d'un « ultimatum » de la CORAK enjoignant aux « occupants congolais » de quitter le Katanga[36]. Cependant, d'après le ministre provincial de l'Intérieur, aucune attaque n'a eu lieu et les victimes, deux morts et un blessé grave, auraient été des civils égarés à proximité du camp militaire[37].

Gédéon s'évade, le Katanga s'enflamme à nouveau

Au cours de ces années, en plus de la multiplication des incidents dans le chef-lieu provincial, plusieurs villages katangais ont subi des attaques, attribuées à des Tigres ou à des Maï-Maï, par exemple à Luena, dans le territoire de Bukama (district du Haut-Lomani) en novembre 2010[38]. À l'extrême-nord de la province, des combats sporadiques ont opposé les FARDC aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR, voir infra). Mais, globalement, les zones où opéraient les Maï-Maï de Gédéon, le fameux triangle Pweto-Manono-Mitwaba, et les territoires adjacents, ont connu quelques années de calme pendant la captivité du chef Maï-Maï. Ceci allait malheureusement brusquement changer avec son évasion, survenue le 7 septembre 2011.

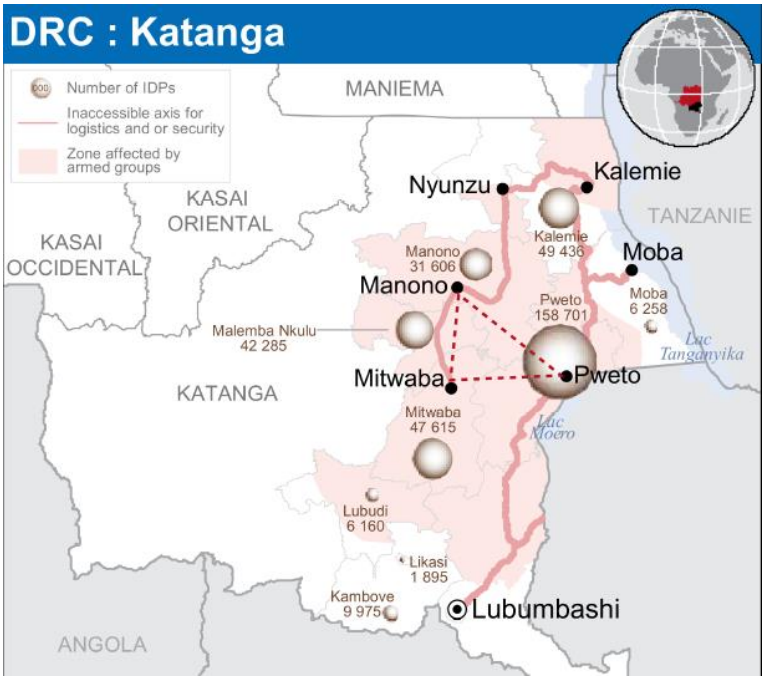
Celle-ci a été rendue possible par l'attaque de la prison de Kasapa, en plein jour, par un commando de huit personnes, au cours de laquelle un garde et un civil ont été tués. Si les assaillants avaient apparemment pour objectif principal de libérer deux individus, Gédéon et une vieille militante indépendantiste connue sous le nom de Maman Kainda, l'attaque a permis l'évasion de la plupart des 1 200 détenus de la prison, soit 963 personnes[39], dont seule une petite partie a été reprise dans les jours suivants. Selon des informations recueillies par deux Groupes successifs d'experts de l'ONU, l'attaque aurait été exécutée par des Tigres katangais regroupés au sein de la CORAK[40]. La présence de Tigres semble corroborée par le fait que des personnes aperçues en compagnie de Gédéon au cours de sa fuite vers le territoire de Mitwaba s'exprimaient en portugais, langue en usage en Angola, où se sont réfugiés la plupart des Tigres. Certains d'entre eux étaient vêtus de salopettes portant au dos le dessin d'une paire de ciseaux coupant le Katanga du reste de la RDC, avec comme inscription « Kata Katanga », mots swahili signifiant « couper le Katanga »[41].

Un autre point important soulevé par le rapport d'experts de l'ONU de 2011 est le fait que « *les mouvements en faveur de l'indépendance du Katanga (sont) soutenus par tous les groupes ethniques, y compris les Lubas* », dont des représentants s'étaient opposés à la sécession conduite un demi-siècle plus tôt par Moïse Tshombe. En outre, le groupe cite trois mouvements favorables à l'indépendance : « *les 'Notables Katangais', un groupe d'intellectuels qui s'enorgueillit de sa diversité ethnique, de sa philosophie pacifiste et du fait qu'il fonctionne sans structure définie ni chef* », la CORAK, dont le président serait Matuka Munana Tshitshi Simon, et dont il publie une déclaration où elle plaide pour la reconnaissance de la « République fédérale multiraciale du Katanga », et, enfin, le CPK, qui compterait dans ses rangs de nombreux Tigres et serait bien dirigé par Kazadi Mutombo Tanda Imena[42], cité plus haut.

Alors que Gédéon réorganisait son groupe armé dans sa région d'origine, de nouveaux troubles survenaient à Lubumbashi. Le 27 novembre, la veille des élections, le camp « Major Vangu » des FARDC était attaqué et un dépôt de munitions était pillé et incendié. Des sources militaires ont attribué cette attaque à la CORAK[43]. Une semaine plus tard, un incident grave – le premier depuis plus de cinq ans – se produisait dans le territoire de Mitwaba. Attribuée à des Maï-Maï dirigés par Gédéon, l'attaque a visé un camp des FARDC, ainsi que l'administrateur du territoire qui a été enlevé. La veille, une première incursion avait eu pour but de s'enquérir du résultat des élections présidentielles, en particulier si Étienne Tshisekedi, principal opposant de Joseph Kabila, en avait été proclamé vainqueur[44].

Durant l'année 2012, la situation dans le nord du Katanga, en particulier dans les territoires de Mitwaba, de Pweto et de Manono, l'ancien « triangle de la mort », s'est fortement dégradée. Mais des attaques ont également été signalées plus au nord, dans le sud des territoires de Nyunzu et Kalemie (district du Tanganyika)[45], plus à l'ouest, dans le territoire de Malemba Nkulu (district du Haut-Lomani), plus à l'est, dans celui de Moba (district du Tanganyika) et plus au sud, dans ceux de Lubudi (district de Kolwezi) et de Kambove (district du Haut-Katanga)[46]. Au début 2013, ce sont même des localités du territoire de Kasenga (district du Haut-Katanga) qui ont été touchées[47]. Apparemment, les Maï-Maï atteignent aisément des cibles en-dehors du « triangle de la mort », où ils sont basés en se déplaçant à travers le parc national de l'Upemba, qui occupe le centre de la province. On a également craint qu'une nouvelle attaque contre l'aéroport de la Loano à Lubumbashi se soit produite le 8 août 2012[48], bien que l'enquête officielle ait conclu que la fusillade qui s'y est produite avait été le résultat d'une dispute entre militaires à propos du partage du butin d'un racket[49]. Quoi qu'il en soit, le nombre de déplacés par les combats et exactions était en pleine explosion. Dans le « triangle », il est passé de 55 400[50] à plus de 300 000 entre le début et la fin de l'année 2012[51], tandis que, sur l'ensemble de la province, la période entre la fin de l'année 2011 et le mois de mars 2013 a connu une augmentation de 452 %, pour atteindre le nombre de 353 931 personnes déplacées[52]. En août 2013, ce chiffre approchait des 400 000, dont plus de 1 700 femmes violées avant leur fuite[53].

Au cours de cette période, les responsables de ces déplacements de population et auteurs des violences qui déstabilisent une grande partie du Katanga ont été, bien entendu, d'abord les groupes armés qui s'y développent depuis l'évasion de Gédéon Kyungu Mutanga. Cependant, durant l'année 2012, les FARDC ont également souvent été accusées de graves violations des droits de l'homme : extorsions, pillages, viols, incendies de maisons, parfois sous prétexte que, si des civils n'ont pas fui les groupes rebelles, c'est qu'ils en ont sont forcément les complices[54]. Par ailleurs, il faut noter que la présence des Casques bleus de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO) était faible dans la province – 450 hommes – et que, au début 2013, malgré les demandes de la société civile[55] et des organisations humanitaires, à peine 70 d'entre eux étaient déployés dans les territoires du Nord-Katanga, la plupart étant affectés à Moba et Kalemie, au bord du lac Tanganyika, deux localités plutôt épargnées par les violences armées[56].



Carte représentant la distribution des déplacés du Katanga
(Source : DR Congo's neglected "Triangle of Death" – OCHA RDC)

À ce moment, les observateurs distinguaient deux séries de groupes armés parmi les rebelles : d'une part, les Maï-Maï se réclamant de Gédéon et, d'autre part, les combattants sécessionnistes de la CORAK, qui avaient mené plusieurs raids sur Lubumbashi, dont celui qui a abouti à l'évasion de Gédéon. Selon toute vraisemblance, une alliance a été conclue entre ces deux mouvances, la CORAK affirmant d'ailleurs à des experts de l'ONU ayant contribué à armer les Maï-Maï de Gédéon[57], peut-être en

récompense de sa « conversion » à l'idéologie séparatiste. Géographiquement, les Maï-Maï Gédéon contrôlaient de vastes pans du centre-nord de la province, dans et autour du « triangle de la mort », tandis que la CORAK était active plutôt dans le sud, en particulier dans le district du Haut-Katanga, à proximité de la frontière zambienne.

Quant aux cibles prioritaires de ces groupes, il semblait s'agir, d'une part des FARDC, en particulier pour la CORAK qui tentait ainsi de s'emparer d'armes et de munitions, mais aussi de toutes sortes de représentants de l'autorité, étatique ou traditionnelle : chefs et juges coutumiers[58], agents de la sécurité[59], fonctionnaires[60]. Les soi-disant « sorciers » étaient également systématiquement massacrés, parfois après avoir été torturés, par les Maï-Maï se réclamant de Gédéon[61]. Mais la population était également directement la cible de violentes attaques, notamment pour forcer des adultes à s'enrôler dans les rangs rebelles ou à leur livrer des enfants destinés à devenir des combattants[62].

Malgré cela, combattants de la CORAK et Maï-Maï bénéficiaient d'un certain soutien parmi la population. Les idéaux sécessionnistes, partagés par une partie de la population estimant que le Katanga – vache à lait de la RDC – ne profite guère de ses immenses ressources minières[63], n'étaient sans doute pas au cœur de ce soutien. Mais les exactions commises contre des notables semblaient parfois susciter la sympathie de villageois, car les biens pillés étaient partiellement redistribués aux personnes épargnées[64]. Avec la frustration engendrée par l'enrichissement d'une petite classe, souvent corrompue, d'hommes d'affaires et d'agents de l'État et la satisfaction d'être toujours en vie après le massacre de certains de leurs concitoyens, une partie de la population aurait pu apprécier le côté « Robin des bois » parfois exprimé par les insurgés. Mais ce soutien, difficile à estimer, était loin d'être généralisé. Les villages incendiés, les meurtres et les viols sont réprouvés par la majorité, en particulier, bien sûr, par leurs nombreuses victimes[65]. Le sort réservé au cadavre de certains seigneurs locaux, comme Kasompobe, retrouvé mort en septembre 2014[66], témoigne de la haine que la population pouvait leur porter.

« Couper le Katanga »

C'est en janvier 2013 que, pour la première fois, des articles de presse ont signalé des actions armées d'un mouvement nommé Kata Katanga (ou Bakata Katanga), ce qui signifie donc « couper le Katanga », étant sous-entendu qu'il s'agit de séparer la province du reste du pays[67]. Ce groupe était alors décrit comme distinct de celui de Gédéon[68] et ayant pour chef Tanda Imena[69], connu jusque-là pour être le dirigeant du CPK, un mouvement comptant de nombreux « Tigres » dans ses rangs et dont des membres faiblement armés avaient tenté, en 2010, de hisser des drapeaux sécessionnistes ou de s'emparer l'aéroport à Lubumbashi. Notons cependant que, apparemment pour la première fois en octobre 2012, dans le village de Mupanga du territoire de Mitwaba, des combattants Maï-Maï ayant accepté de rencontrer le ministre provincial de l'Intérieur et des représentants de l'ONU en vue de leur démobilisation, ont déclaré appartenir aux Kata Katanga dirigés par Ferdinand Kazadi Tanda Imena et que leur éventuelle reddition devait être discutée avec ce dernier, que la délégation n'a pas réussi à localiser[70]. Vers la fin du mois suivant, des organisations humanitaires ont fait état d'une avancée de « Maï-Maï Kata-Katanga » vers Manono-centre, en provenance du sud-est du territoire[71].

Au début 2013, les Kata Katanga, souvent assimilés aux Tigres, étaient actifs principalement dans le territoire de Kasenga, dans ou aux abords du parc national des Kundelungu[72], avec des incursions un peu plus au sud, dans celui de Kipushi[73].

Le 23 mars 2013 a eu lieu l'action à ce jour la plus spectaculaire de ce mouvement : avec grande facilité, une comptant près de 350 personnes[74]– dont environ un tiers d'enfants – en tenue civile, coiffées de bandelettes aux couleurs indépendantistes, la plupart non armées mais disposant néanmoins d'un « *lance-roquettes, d'une trentaine de fusils AK 47, de lance-javelots, de flèches, de lance-pierres et de fétiches* »[75], a pénétré dans le centre de Lubumbashi et hissé un drapeau indépendantiste après avoir abaissé et déchiré celui de la RDC. Lorsque la Garde républicaine, unité d'élite des FARDC, a réagi, la plupart des intrus, au nombre de 242, dont une cinquantaine de blessés[76], se sont réfugiés dans la base de la MONUSCO située à proximité, prise alors sous le feu des soldats gouvernementaux.



L'entrée spectaculaire des Kata Katanga à Lubumbashi, le 23 mars 2013.



Au niveau armement, les Kata Katanga arboraient quelques Kalachnikovs…

L'incident a occasionné une trentaine de morts, essentiellement parmi les insurgés[77]. Plusieurs d'entre eux ont déclaré obéir aux ordres de Tanda Imena[78]. Une fois désarmés, les enfants ont été séparés du groupe, puis libérés, tandis que les adultes ont été transférés deux jours plus tard à Kinshasa. La plupart d'entre eux ont été amnistiés en juillet 2014[79]. Une commission d'enquête parlementaire s'est déroulée peu après l'incident et son rapport, déposé le 6 avril, aurait comparé le Katanga à un « volcan endormi »[80]. Cependant, le document n'a, selon nos informations, pas été rendu public à ce jour[81].

Après cette action, spectaculaire mais visiblement mal préparée – qui a coûté néanmoins sa place au général Michel Ekuchu, commandant de la 6e région militaire basée à Lubumbashi, suspendu pour « manquement grave »[82] – les questions entourant les Kata Katanga et notamment leurs relations avec le groupe de Gédéon se sont posées de manière beaucoup plus insistante.



…mais aussi des armes blanches, des arcs et des flèches.

Quelques mois plus tard, le Groupe d'experts de l'ONU les a décrits comme un « *groupe armé à la structure lâche… dirigé principalement par Kyungu Mutanga, ou Gédéon* », en alliance avec la CORAK, qui se ferait elle-même appeler simplement Kata Katanga et serait dirigée par Tanda Imena. Cependant, selon des responsables se réclamant de ce groupe, certaines factions fonctionneraient « de manière semi-autonome »[83].



Dans leur rapport final portant sur l'année 2013[84], les experts considéraient que Kyungu Mutanga Gédéon était le principal commandant militaire des Kata Katanga, tout en ayant plusieurs lieutenants disposant d'une certaine autonomie, et que Ferdinand Tanda Imena « *exerce aussi une certaine influence, mais a beaucoup moins de pouvoir que Gédéon* ». Toujours selon ce rapport, la CORAK, « *basée à Lubumbashi, fait partie du Kata Katanga* », dispose d'une branche militaire, nommée CORAK Kata Katanga et dirigée alors par Tshinyama Ngonga Ya Cingo Gédéon, ainsi que d'une branche politique, sous la houlette de Matuka Munana Tshitshi Simon. Le premier cité apparaît sur une page Facebook du « Coordinateur national de Corak Kata Katanga », où il signe des communiqués en tant que « Commandant suprême des forces armées de la République unie multiraciale du Katanga »[85].

Notons également que, en 2013, certaines sources évoquaient une filiation entre les Kata Katanga et le CPK, dirigé en 2010 par Tanda Imena, bien que ces initiales signifient cette fois « Congrès progressiste du Katanga »[86]. L'année suivante, Tanda Imena, présenté comme le « chef de la milice Bakata-Katanga », déclarait que « Gédéon Kyungu n'est pas le responsable du mouvement Bakata-Katanga, il est le chef de notre force non armée »[87]. Notons aussi que certaines sources évoquent des liens familiaux entre Gédéon et Tanda Imena[88].

On ne connaîtra sans doute jamais la genèse exacte des Kata Katanga, ni le rôle précis de chacun des « chefs » qui s'y sont ralliés ou ont contribué à sa fondation. Cependant, tout indique que ce qui était au départ un slogan sécessionniste est devenu petit à petit une bannière à laquelle ont adhéré, d'une part, les résidus de groupes armés indépendantistes composés d'anciens Tigres et, d'autre part, les Maï-Maï du nord et du centre de la province, remobilisés par Gédéon après son évasion. Il s'agit très probablement d'une mouvance plutôt que d'un mouvement centralisé, soudée autour de sa revendication sécessionniste et d'où seraient jusqu'à présent absentes les dissensions territoriales et ethniques, à la différence du Kivu où les groupes Maï-Maï et assimilés s'affrontent régulièrement entre eux[89].

Des commanditaires haut placés ?

Après l'incursion de mars 2013 à Lubumbashi, l'intérêt des médias, de la société civile et du monde politique pour les mouvements armés katangais a crû brusquement, d'autant plus que, selon plusieurs témoignages, certains membres de la colonne ont séjourné, au cours des jours précédant le 23 mars, dans la ferme du général John Numbi Banza Tambo, située à quelques dizaines de kilomètres au nord de Lubumbashi[90]. Plusieurs membres de cette colonne ont déclaré à des responsables de la société civile locale que leur chef, Tanda Imena, était en contact régulier avec Numbi, qui lui fournissait des armes, des munitions et des « stratégies d'attaque »[91].

Or, John Numbi a longtemps été un homme-clé du régime de Joseph Kabila. Ancien commandant de la 6e Région militaire, couvrant le Katanga, ancien chef de la force aérienne, puis Inspecteur général de la police nationale, il a été suspendu de ces dernières fonctions après avoir été soupçonné d'avoir commandité le meurtre du défenseur des droits de l'homme, Floribert Chebeya. Il avait émergé sur la scène publique au début des années 1990 lorsqu'il devint le chef de la milice de l'Union des fédéralistes et républicains indépendants (JUFERI), groupe de jeunes Katangais aux méthodes violentes, dont le gouverneur de la province de l'époque, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, s'était servi pour terroriser ses adversaires politiques de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Le nom de Numbi est associé aux pogroms

anti-kasaïens de 1992-1993, qui ont fait plusieurs centaines de morts et un demi-million de déplacés au Katanga[92]. Rallié à Laurent-Désiré Kabila, il avait été un des principaux responsables de l'armement des Maï-Maï katangais en 1999.

Si Numbi n'a jamais été inculpé, ni même interrogé, pour le meurtre de Chebeya – pas plus que pour les pogroms des années 1990, ou pour nombre d'affaires où il fit preuve d'une violence extrême[IV] – il a dû se résoudre à quitter Kinshasa après sa suspension de la direction de la police en juin 2010. Outre un fructueux trafic de coltan et d'autres minerais, Il semble qu'il ait mis à profit son semi-exil, à proximité de son territoire natal du Malemba Nkulu, pour reprendre ses relations avec Gédéon, avec lequel il avait troqué armes et munitions contre or et pierres précieuses en 2001 dans le territoire de Mitwaba. La même année, dans le Malemba Nkulu, il avait conforté le pouvoir d'un autre chef de guerre, son parent Makabe Kalenga Ngwele, allié à Gédéon[93]. Ses livraisons d'armes aux Maï-Maï se seraient prolongées après le retrait de l'armée rwandaise de RDC, peut-être jusqu'en mai 2004[V].

Plusieurs années plus tard, selon certaines sources, Numbi aurait été impliqué dans l'évasion de Gédéon[94]. Mais les accusations les plus fortes ont été émises par le Groupe d'experts de l'ONU, selon lequel Numbi « *apporterait un appui militaire, financier et logistique aux militants du Kata Katanga* », notamment sous la forme de livraisons d'armes et de munitions et de mise à disposition de son exploitation agricole proche de Lubumbashi. Cette exploitation recèlerait une cache d'armes et c'est à partir de là qu'aurait été organisée et lancée une autre attaque, cette fois contre la maison du lieutenant-colonel des FARDC, John Kamangu, le 28 octobre 2013 à Lubumbashi. Kamangu était connu pour son opposition au sécessionnisme et à sa fermeté vis-à-vis des Kata Katanga. Au vu de la gravité de ces accusations et de la longue impunité dont il jouit, le Groupe en a déduit que « *la tolérance qui est montrée vis-à-vis de l'appui fourni par Numbi au groupe* (Kata Katanga) *montre qu'il bénéficie d'un certain assentiment aux plus hauts niveaux du gouvernement* ». Les Kata Katanga, devenus actifs juste avant les élections de 2011, serviraient « *les intérêts des élites politiques et économiques nationales et provinciales, qui l'utilisent pour fomenter des troubles ou, au contraire, améliorer la stabilité, selon leurs besoins* »[95]. Cet avis tend à être partagé par des représentants politiques congolais de l'opposition, comme le député Fabien Mutomb, qui considère que l'impunité dont jouissent les insurgés démontre la « complicité de l'État » et que les enquêtes diligentées relèvent de la « mise en scène »[96].

D'autres personnalités katangaises ont également été soupçonnées de soutenir les groupes armés de la province, notamment le pasteur Daniel Mulunda Ngoy Nyanga, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante, qui aurait livré en 2005 des armes à Gédéon et ses Maï-Maï. Ces armes auraient été rendues disponibles par une opération « arme contre bicyclette » financée par le président Kabila et visant à réduire la prolifération d'armes parmi les civils[97]. Jean-Claude Masangu Mulongo, gouverneur de la Banque centrale du Congo de 1997 à 2013, a été, quant à lui, accusé d'alimenter les insurgés en nouvelles coupures de 10 000 et 20 000 francs[98]. Enfin, des soupçons pèsent sur Gabriel Kyungu wa Kumwanza, président de l'Assemblée provinciale, leader de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) et gouverneur de la province sous Mobutu, qui serait, selon certains, le

IV. Citons notamment la répression du mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo, qui provoqua plus de 200 morts au Bas-Congo au début 2007 et en mars 2008.

V. Association africaine de défense des droits de l'homme, représentation du Katanga (ASADHO/Katanga), Rapport sur le procès des crimes graves commis au Nord-Katanga par l'ex-chef milicien Gédéon Kyungu Mutanga, publié par Congo Indépendant, 30 août 2008.

« tireur de ficelles » des Kata Katanga[99]. Ouvertement fédéraliste mais se disant opposé à la sécession, l'UNAFEC semble disposer d'une certaine popularité parmi les insurgés, car certains d'entre eux auraient, pendant leurs raids, porté des T-shirts à l'effigie du parti[100]. En outre, les jeunes de l'UNAFEC sont connus pour leurs méthodes musclées et ont parfois été accusés de se comporter comme une milice[101].

Enfin, divers éléments tendent à penser que les Kata Katanga disposent d'un réseau de sympathisants au sein même des FARDC : le 23 juin 2013, la prison de Kasapa a subi un nouvel assaut, repoussé celui-ci, dont l'objectif aurait été de libérer un officier des FARDC[102] condamné le mois précédent pour détournement de munitions de guerre, apparemment au profit des sécessionnistes Maï-Maï[103].

Terre brûlée

Vers la fin 2013, la capitale cuprifère a connu une nouvelle attaque des Kata Katanga qui, le 28 octobre, ont attaqué un officier des FARDC, et causé la mort d'une trentaine de personnes[104]. Mentionnons également, bien que sans lien avec la problématique des groupes armés, la répression du 30 décembre, à Lubumbashi et d'autres villes de RDC, contre les fidèles du pasteur Mukungubila, ancien candidat présidentiel dont des partisans s'étaient emparé brièvement de la radio-télévision nationale à Kinshasa[105].

Mais la grande majorité des activités armées se concentre dans la moitié septentrionale de la province, malgré des attaques occasionnelles dans les territoires de Kipushi et de Kasenga[106]. Dans ceux du nord, en particulier dans les territoires de Mitwaba, Manono, Pweto et Malemba Nkulu, les Kata Katanga ont multiplié les exactions, incendiant 66 villages entre septembre 2013 et janvier 2014 et déplaçant des dizaines de milliers d'habitants[107]. Le territoire de Moba a été également lourdement affecté[108]. Si les civils ont souvent eu la vie sauve, il n'en va pas de même des chefs de village qui ont été systématiquement massacrés et même mangés[109] par des Maï-Maï armés de fusils d'assaut, de haches, d'arcs et de flèches. Nombres de femmes et des enfants ont été enlevés pour servir d'esclaves sexuels et de combattants[110]. En outre, le déplacement des populations et la réduction des activités agricoles a entraîné une augmentation de la malnutrition, jusqu'à 20 % dans le territoire de Manono[111]. À la fin du premier trimestre 2014, au cours duquel le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a enregistré « *plus de 35 attaques de Maï-Maï (…) dans les territoires de Manono, Mitwaba et Pweto* », le cap du demi-million de déplacés katangais a été franchi. Ceux-ci, généralement hébergés dans des familles, ont été particulièrement exposés à la malnutrition, au paludisme et au choléra[112].

Malgré quelques améliorations ponctuelles[113], la situation a continué à se dégrader dans les mois suivants, au moins jusqu'en août 2014, où le pic de 607 000 déplacés a été atteint[114]. La MONUSCO a légèrement renforcé ses effectifs dans la province[115], mais sans les porter au-delà de 200 militaires[116], soit à peine 1 % du total de sa force sur l'ensemble de la RDC. Les Casques bleus n'ont, semble-t-il, participé à aucune activité militaire d'envergure, malgré les appels à une accélération de leur déploiement provenant de la société civile, des autorités politiques, des déplacés et même de Gédéon – qui avait, en juin, évoqué la possibilité de se rendre[117].

En revanche, les FARDC ont intensifié leurs opérations contre les Kata Katanga, notamment, en janvier 2014, dans les territoires de Kipushi et de Pweto[118], en février dans celui de Moba[119], en juillet dans celui de Malemba Nkulu[120] et en août dans celui de Moba[121]. Dans ce dernier territoire, au pied du mont Kibawa, l'armée a investi une des bases de Gédéon et a bien failli le capturer[122]. Ce n'est que quelques semaines plus

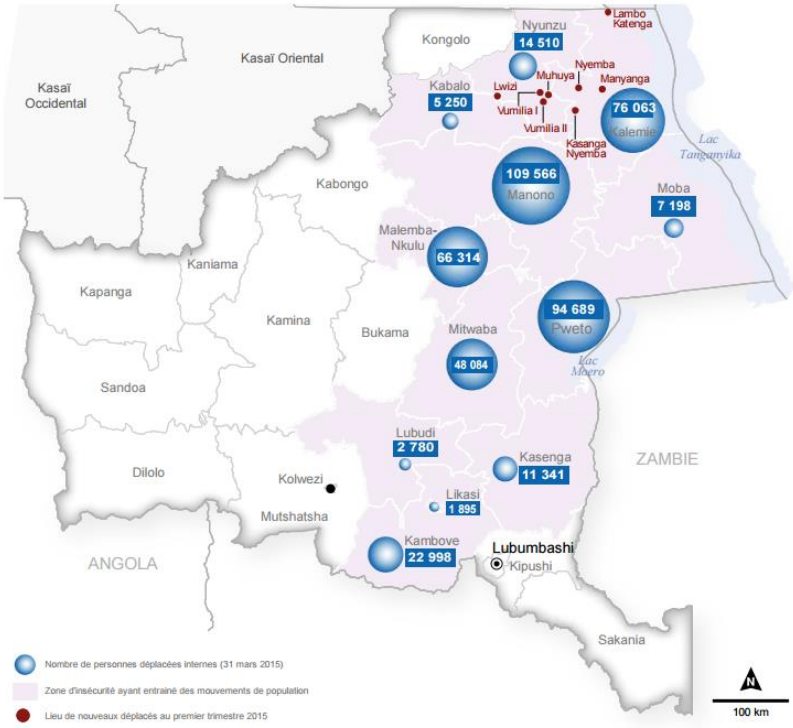
tard que l'on a appris que, outre des amulettes, des organes humains, une dizaine d'otages, une antenne parabolique, un drapeau indépendantiste katangais, des « mitraillettes automatiques d'assaut pimpant-neuves », des mortiers, des munitions, des « obus en grand nombre » et un lance-roquettes, les militaires y ont découvert un équipement de transmission radio de type militaire émettant sur la fréquence des FARDC[123]. L'homme était donc renseigné sur les mouvements de l'armée ce qui, non seulement lui a permis de s'échapper à temps, mais confirme que de hauts responsables des FARDC alimentaient en équipement militaire les Kata Katanga. L'offensive a néanmoins représenté un sérieux revers pour le chef du groupe armé et coûté la vie à un de ses lieutenants, Kafindo, actif dans le territoire de Pweto[124]. Entre septembre et novembre, des affrontements ou des attaques contre des civils se poursuivaient dans les territoires de Pweto[125], Manono[126] et Mitwaba[127], et même dans celui de Kipushi[128], mais le déplacement de 71 000 Katangais[129] était compensé par une amorce des retours dans certaines zones reprises par le FARDC, entraînant une légère baisse du nombre cumulé de déplacés, s'élevant dès lors à 582 000 personnes[130].

Le déploiement des forces de sécurité à travers le Katanga a également eu comme conséquences la commission, par des éléments des FARDC ou de la police nationale[131], de nombreuses agressions contre des civils, notamment des viols[132] et des pillages[133], ainsi que diverses exactions contre des prisonniers, comme des exécutions sommaires[134], ainsi que du braconnage[135]. Mais cette campagne paraît avoir néanmoins réduit la puissance de nuisance des Kata Katanga, dont les activités apparaissent en nette diminution depuis la fin de l'année 2014.

Déclin des Kata Katanga ?

Dans le courant de 2014, quelques chefs locaux se sont rendus aux FARDC, comme Ousama, Kasendji et Sakata[136] ; d'autres ont été capturés, comme Fidel Ntumbi dans le territoire de Manono[137], ou tués, comme Osée dans celui de Moba[138], Kafindo, un des « seigneurs » du territoire de Pweto[139], et surtout Kasompobe, un des principaux lieutenants de Gédéon, abattu dans le Manono[140]. En outre, en 2012 et 2013, l'UNICEF et ses partenaires ont réussi à sortir plus de 1 100 enfants-soldats des groupes armés[141]. Du côté des adultes, plus d'un millier de combattants et au moins deux de leurs chefs, Albert Kisimba dit « Yorgo »[142] et Totché[143], tous deux actifs dans le territoire de Manono, se sont rendus aux FARDC ou à la MONUSCO dans le courant de 2013. En 2014 et au début 2015, ils ont été au moins quelques centaines à suivre le même chemin, souvent sous la promesse qu'ils seraient intégrés dans les FARDC[144]. Cependant, le trop long séjour dans des centres de transit et la peur d'être envoyés à l'autre bout du pays, dans la base de Kitona au Bas-Congo, où ils reçoivent une formation militaire, a poussé une partie de ces ex-combattants à fuir leur intégration et à regagner leur village ou leur groupe armé[145]. De même, la réintégration des enfants semble s'effectuer de manière parfois désordonnée, ce qui nuirait à la scolarisation des jeunes démobilisés[146].

Malgré des attaques meurtrières, notamment dans les territoires de Malemba Nkulu et de Pweto[147], l'activité des Kata Katanga était globalement à la baisse et, le nombre de retours étant nettement supérieur à celui des nouveaux déracinés, le nombre total de déplacés poursuivait une baisse sensible pour s'établir à 460 000 en mars 2015[148]. À titre de comparaison, le nombre de déplacés dans les autres provinces de l'Est était évalué à 1 003 000 au Nord-Kivu (mars 2015)[149], à 610 000 Sud-Kivu (fin 2014)[150] et à 544 000 en Province orientale (fin 2014)[151].



Évolution du nombre de déplacés au Katanga (source : Rapport hebdomadaire du 15 avril 2015, OCHA – RDC).

Gédéon et ses « lieutenants »

La baisse de l'activité des Kata Katanga et la diminution du nombre de déplacés ont été amorcées après la fuite de Gédéon de son bastion du mont Kibawa en août 2014. Celui qui se ferait maintenant appeler « grand-père » et semble éviter d'être vu par les villageois ou ses prisonniers[152] n'a, depuis, plus fait parler de lui. Quant aux autres chefs locaux des Kata Katanga, l'année 2014 s'est donc soldée par la mort, la capture ou la reddition d'un certain nombre d'entre eux, ce qui a immédiatement entraîné la baisse des activités des groupes qu'ils commandaient, leur reddition ou leur disparition. En outre, deux autres seigneurs ont été tués durant les premiers mois de 2015 : Mujangi, qui commandait une faction de quelques dizaines d'hommes actifs dans le sud-est du territoire de Manono, a été tué au début mars 2015 par les FARDC[153] et, surtout, Mandrakwa Kilele a été abattu le 29 avril 2015 lors d'affrontements avec les FARDC[154]. Ce dernier avait sous ses ordres quelque 250 combattants, actifs dans les territoires de Manono et de Pweto, où, durant les premiers mois de 2014, il a fait incendier plusieurs centaines de maisons, ainsi que des structures médicales et scolaires[155]. Sur la base des nouvelles parues dans la presse, de divers rapports internationaux et des recherches de Diontani Saidi, l'enquêteur du GRIP sur place, les principaux chefs Kata Katanga actifs à la fin 2014 et au début 2015 seraient :

Sarkozi Ilunga Wabanza, beau-frère et adjoint de Gédéon, basé dans le territoire de Manono, qui serait à la tête d'environ 200 hommes ;

Kitonye, disposant de 400 hommes sous ses ordres, actif dans le territoire de Pweto, où il a encore incendié des villages en octobre 2014[156] ;

Kasanda, un chef coutumier originaire du territoire de Pweto, qui dirigerait un groupe d'environ 150 combattants ;

Nsumpi (ou Sompi), qui a été délogé le 5 novembre 2014 d'une base des Kata Katanga à Musumari, dans le territoire de Mitwaba, en bordure du Parc de l'Upemba[157] ;

Bakwanga, originaire du territoire de Manono, mais également actif dans celui de Moba[158], avec une base dans la localité de Nganyi ; avec un groupe de plus de 300 hommes, il tirerait ses ressources du racket, en particulier autour de la mine d'or de Katonge[159], également convoitée par les FDLR[160] ;

Kalenge, « *un des principaux commandants d'opération des Kata Katanga* » selon l'ONU[161], opérant dans le territoire de Pweto, à la tête d'environ 200 hommes[162] ;

Oto, qui opérerait dans le même secteur que Kalenge et qui serait également actif au début 2015 ; son épouse aurait été capturée par les FARDC le 15 mars 2015[163].

Comme on peut le constater, tous les chefs des Kata Katanga présumés encore actifs sont basés dans les trois territoires du « triangle de la mort » (Manono, Pweto et Mitwaba) et dans celui de Moba. L'essentiel de leurs activités se situe d'ailleurs approximativement à l'intersection de ces quatre territoires, d'où proviennent également la majorité des déplacés du Katanga.

En outre, un cinquième territoire a été lourdement affecté par la violence des Kata Katanga, celui de Malemba Nkulu, fief traditionnel de Kalenga Ngwele, dit Makabe. Il était un des principaux fondateurs et responsables des Forces d'autodéfense populaire (FAP) à la fin des années 1990. Nommé chef Maï-Maï par le gouverneur *ad interim* de l'époque, puis « général » par l'administrateur du district du Haut-Lomani en 2000, sa rapide ascension doit beaucoup à sa parenté avec des personnalités katangaises, en particulier Aimé Ngoy Mukena, gouverneur de 2001 à 2004 et ministre de la Défense à Kinshasa depuis décembre 2014, dont il serait le neveu, et le général John Numbi, dont il serait l'oncle[164]. En 2003, Makabe avait accepté le désarmement de plusieurs milliers de ses hommes, mais n'avait pas été poursuivi pour sa responsabilité dans de nombreuses atrocités commises à l'encontre de populations civiles[165].

Pendant la détention de Gédéon, Makabe semble avoir renoncé à toute activité militaire, bien qu'il ait été impliqué dans des vols ou des rackets[166]. Depuis l'apparition des Kata Katanga, les sources varient sur son implication dans des activités armées. Selon l'enquêteur du GRIP, il serait à la tête d'un petit groupe de quelques dizaines de combattants, actifs au moins jusqu'en février 2014. Mais d'autres sources affirment que Makabe, auquel certains attribuent des « vertus mystiques », s'est « converti à l'agriculture » et en juge réglant divers conflits[167].

Les troubles agitant le Malemba-Nkulu seraient dès lors dus à des incursions de Kata Katanga de territoires voisins ou à des conflits coutumiers ou fonciers[168]. Le principal groupe actuellement actif, qui ne semble d'ailleurs pas se réclamer des Kata Katanga, est dirigé par un chef Maï-Maï du nom de Mvuende wa Mutumpa Kalunga.

Ancien adjoint de Makabe, Mvuende a été nommé chef du groupement de Kabumbulu en 2001, puis destitué quelques années plus tard. N'ayant jamais accepté cette décision, il sème le trouble dans sa région, n'hésitant pas à affronter la police et les FARDC. Ses dernières attaques remontent au mois de mars 2015[169].

Quant à l'importance numérique des Kata Katanga, elle a rarement été estimée. D'après une évaluation de l'ONU, datant apparemment de 2013, le nombre de combattants serait de plus de 2 000[170], ce qui correspond *grosso modo* au décompte réalisé par l'enquêteur du GRIP.

La mise hors d'état de nuire de nombre de « seigneurs de guerre » et l'absence d'activité récente de plusieurs autres confirment la réduction de la menace posée par les Kata Katanga[171]. Cette évolution peut être attribuée principalement aux opérations militaires des FARDC, couplées à des campagnes de sensibilisation, des appels à la reddition[172] et à des promesses d'amnistie[173]. Les prochains mois diront s'il s'agit d'une tendance lourde, voire un prélude à la disparition de cette mouvance, ou si ses activités reprendront de plus belle dès que les conditions s'y prêteront. Celles-ci peuvent être purement climatiques – la saison sèche étant habituellement favorable à une reprise des activités des groupes armés – ou plutôt politiques, avec en arrière-fond la scission effective du Katanga en quatre provinces et l'approche des échéances électorales.

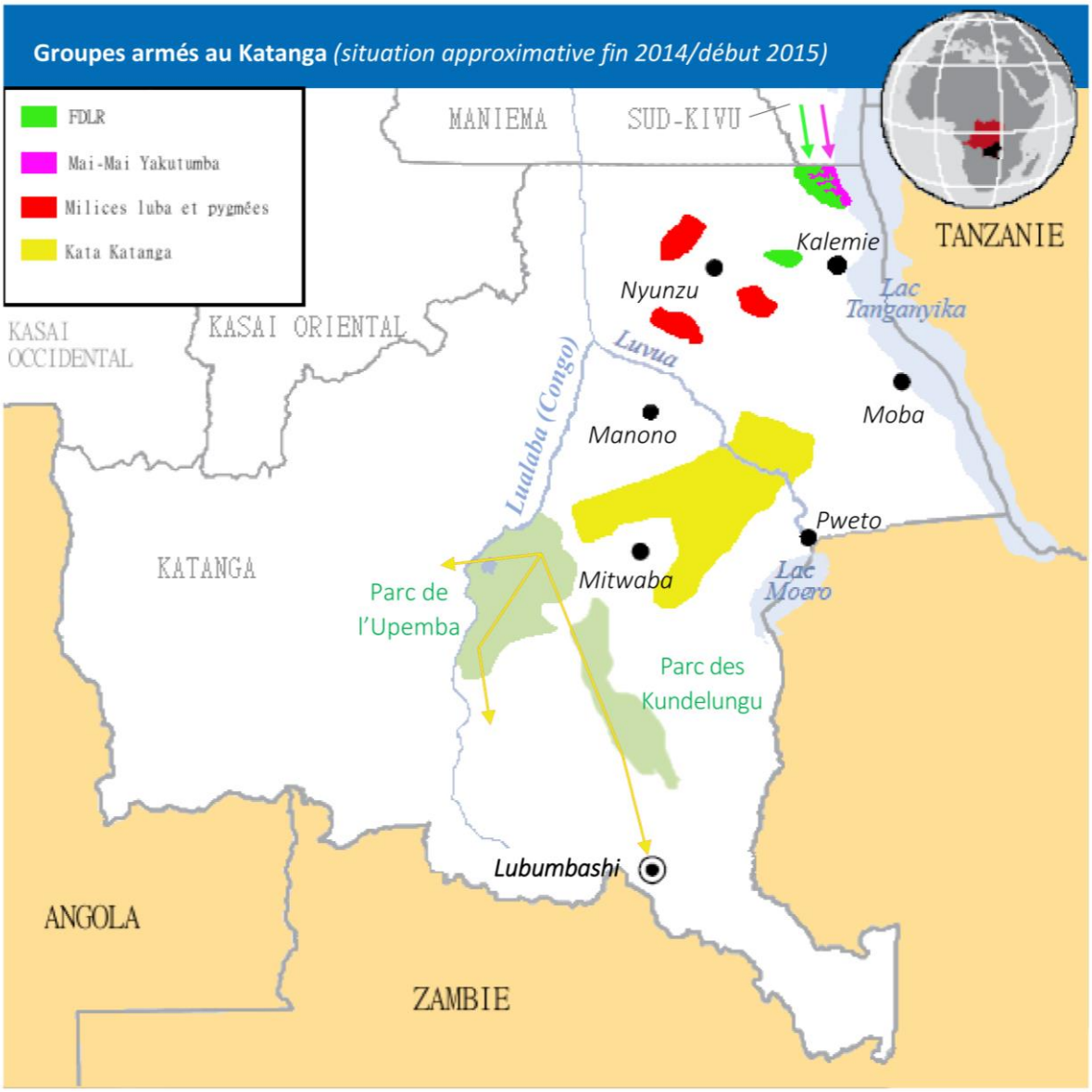
Mobilité, ressources et armes

Tous les groupes se réclamant des Kata Katanga semblent être donc basés dans la moitié septentrionale de la province ; on peut dès lors s'interroger sur leur facilité à mener des raids dans sa moitié méridionale, en particulier Lubumbashi, et le territoire de Kipushi, dans lequel la capitale provinciale est enclavée, ainsi que les territoires voisins de Kasenga, Kambove et Lubudi. Si les rebelles disposent probablement d'éclaireurs disséminés dans la province, ainsi que de solides relais politico-financiers, leur facilité à « descendre » du Nord s'explique vraisemblablement par leur utilisation des parcs nationaux de l'Upemba, situé dans le centre de la province, et des Kundelungu, dans le sud-est. Ne se privant pas d'y abattre animaux, pour la viande, et arbres, pour le bois de chauffe, les Kata Katanga se servent également des deux parcs comme bases de repli après leurs attaques et de corridors leur permettant de se déplacer discrètement sur un axe nord-sud. En conséquence, les villages situés en périphérie de ces deux parcs figurent certainement parmi les plus insécurisés du Katanga[174].

Outre la faune et la flore protégées de ces parcs, les ressources des Kata Katanga semblent provenir principalement du racket des populations locales et des voyageurs, ainsi que des pillages de villages, avec un accent mis sur le vol du bétail. En outre, ils tireraient des ressources du contrôle de l'exploitation de sites miniers artisanaux. Bien que moins riche que le sud de la province, le nord recèle de nombreuses mines et carrières, contenant de l'or, du coltan, de la cassitérite et du cuivre, dont certaines sont sous le contrôle direct ou indirect de Kata Katanga[175], en particulier des factions dirigées par Gédéon, Bakwanga, Kalenge et Mandrakwa[176]. Ce phénomène semble néanmoins moins aigu qu'au Kivu, peut-être en partie parce que les groupes sécessionnistes doivent « partager le gâteau minier » avec les FARDC[177], tandis que, dans l'extrême-nord de la province, les FDLR semblent elles aussi tirer des revenus du pillage des ressources minérales, notamment en attaquant des transporteurs[178].

Quant à l'armement des Kata Katanga, les données récoltées par l'enquêteur du GRIP concordent avec celles parues dans les médias, notamment lors de l'intrusion de mars 2013 à Lubumbashi, dans le sens où les miliciens semblent dotés d'une grande variété d'armes, dont une majorité de fabrication locale : armes de jet (lances, lance-pierres, arcs et flèches), armes blanches (machettes, couteaux) et armes à feu artisanales (fusils de chasse). Ils disposent également d'armes à feu de fabrication industrielle, dont principalement l'inévitable fusil d'assaut AK. La prise du repaire de Gédéon au mont Kibawa en août 2014 a aussi permis de découvrir des armes légères plus sophistiquées : lance-roquettes, mortiers et leurs munitions, mais qui ne semblent guère avoir été utilisées dans des opérations militaires, peut-être par absence de personnel qualifié. Selon toute vraisemblance, les armes modernes et l'équipement de communication dont disposent les insurgés proviennent des FARDC, prises au combat ou, surtout, fournies par des complices au sein de l'armée ou des autorités politiques.

En tout cas, il ne semble pas y avoir de filière internationale de trafic d'armes au profit des Kata Katanga, aucune livraison suspecte en provenance des États limitrophes du Katanga ou à travers le lac Tanganyika n'ayant été constatée depuis plusieurs années.



(Source : GRIP / OCHA – RDC)

Le conflit Pygmées-Luba

En parallèle à la montée des Kata Katanga, un autre conflit a éclaté et affecte avec beaucoup de violence la plus grande partie du district du Tanganyika, à l'exception du territoire de Kongolo. Ce conflit oppose des groupes armés pygmées (ou twa) à des milices bantoues, en particulier luba. Il peut être considéré, du moins à l'origine, comme un épiphénomène de celui des Kata Katanga, mais il a acquis une dimension clairement communautaire et une logique qui lui est devenu propre.

Selon un document de la Coordination de la société civile du territoire de Manono, publié par l'ONU[179]et corroboré par d'autres sources[180], le conflit trouve sa genèse dans l'enrôlement de Pygmées comme agents de renseignement par les FARDC, chargés d'informer les autorités sur les mouvements des Kata Katanga. Dirigé par un certain Mukalay Wa Nsimbi, un groupe de Pygmées aurait outrepassé sa mission en volant du bétail et en violant des femmes luba.

En représailles, les Kata Katanga ont, en mai 2013, incendié deux villages pygmées du nord du territoire de Manono, brûlant vives plusieurs femmes. Ainsi a commencé un cycle de vengeances, parfois ciblées mais souvent indiscriminées, lequel s'est rapidement étendu aux territoires voisins. Les Kata Katanga ont laissé la place à des milices bantoues, majoritairement composées de jeunes Luba, qui se sont nommées, par exemple, « Éléments » dans les territoires de Kabalo, Nyunzu et Manono[181], « Forces d'autodéfense populaire » dans celui de Kabalo[182], « Forces d'autodéfense populaire bantoue » dans celui de Nyunzu[183], ou « Éléphants » dans ceux de Manono et Nyunzu[184].

Divers appels au calme et à la cohabitation pacifique ont été lancés durant l'année 2014, notamment par le président du parlement provincial, Kyungu wa Kumwanza[185], et par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC et chef de la MONUSCO, Martin Kobler[186], mais sans résultat durable. Vers la mi-juin 2014 à Manono, un accord de non-agression a même été signé entre représentants pygmées et bantous, grâce à la médiation du commissaire de district du Tanganyika et en présence du ministre provincial de l'Intérieur[187], mais a très rapidement volé en éclats[188]. Le conflit pourrait même prendre une nouvelle tournure puisque, en janvier 2015, pour la première fois, des Pygmées auraient attaqué des éléments des FARDC dans le territoire de Manono[189].

Bien que les armes utilisées soient rarement des armes modernes, les deux parties utilisant principalement des armes de jet et des armes blanches, ainsi que, pour les groupes bantous, également des fusils de chasse, généralement artisanaux[190], le conflit a déjà été très meurtrier. Il a provoqué, entre janvier et septembre 2014, la mort de plus de 1 000 personnes, selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés, et le déplacement de plus de 60 000 personnes, soit plus de 10 % de tous les déplacés du Katanga, selon OCHA[191]. Plus de 200 nouvelles victimes ont été dénombrées uniquement dans les premiers mois de 2015[192] dans un conflit qui surpassait alors par sa violence celui lié aux Kata Katanga.

Selon des sources humanitaires, la majorité des victimes seraient des Pygmées, bien que les exactions soient commises par les deux parties[193]. Un rapport d'enquête confidentiel de la MONUSCO, daté du 24 juillet 2014, documente les exactions, commises en majorité sur les populations pygmées, consistant en « *massacres, meurtres, actes de cannibalisme, viols massifs, incendies de maisons* » et ayant pris, au cours des mois précédant l'enquête, une ampleur systématique, « *frisant le crime de génocide* »[194].

Au-delà des éléments déclencheurs immédiats mentionnés plus haut, les causes du conflit entre Bantous et Pygmées sont complexes. Ceux qui sont généralement considérés comme les plus anciens habitants du continent sont souvent marginalisés et discriminés par les majorités bantoues dans les divers pays d'Afrique centrale où ils vivent. Or, depuis quelques années, sous l'impulsion de quelques associations qu'ils ont créées, comme *Voix des minorités indigènes* au Katanga[195], les Pygmées ont de plus en plus conscience que, comme tous les citoyens de leur pays, ils disposent de certains droits, qu'ils commencent à revendiquer ouvertement. Par ailleurs, sous l'effet de la déforestation notamment, des communautés pygmées doivent abandonner leur mode de vie ancestral, se regrouper en villages et pratiquer l'agriculture, ce qui engendre une concurrence avec les Bantous, en particulier pour les terres arables[196].

Enfin, certains affirment que, comme dans le cas des Kata Katanga, des hommes politiques attisent les tensions entre Pygmées et Luba. Le nom le plus fréquemment cité serait, à nouveau, le porte-parole du « fédéralisme » et vétéran de la politique katangaise, Gabriel Kyungu wa Kumwanza[197].

Les groupes en provenance du Kivu

Depuis plusieurs années, quelques groupes armés, en provenance du Kivu, sont sporadiquement actifs dans les franges septentrionales du Katanga.

Il s'agit tout d'abord des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), implantées depuis deux décennies au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et composées, en partie, de Rwandais ayant servi dans les Forces armées rwandaises (FAR) ou dans les milices Interahamwe de l'ancien régime.

Leur présence au Katanga semble remonter à 1999 quand le président Laurent Kabila y a acheminé des combattants des ex-FAR, des Interahamwe et des membres de l'Armée de libération du Rwanda (ALiR, qui allait donner naissance l'année suivante aux FDLR) afin de soutenir ses propres troupes mises en difficulté par une offensive de l'armée rwandaise et des rebelles du RCD en direction de Lubumbashi. En 2001, alors que les lignes de front étaient gelées, ces hommes – au nombre de 1 500 à 1 800 – ont été regroupés sur la base de Kamina, dans le district du Haut-Lomani. L'année suivante, alors que les troupes rwandaises étaient en train de rentrer dans leur pays, Kinshasa a tenté de rapatrier également les combattants des FDLR de Kamina. Devant leur refus, les forces gouvernementales ont lancé, le 30 octobre 2002, un assaut contre la base, provoquant la fuite et la dissémination de la plupart des combattants rwandais qui s'y trouvaient. Pendant leur fuite, certains FDLR ont bénéficié de la protection de Maï-Maï, ce qui a entraîné des affrontements entre ces derniers et les forces gouvernementales, notamment dans le territoire de Manono, ainsi que des exactions de ces dernières envers la population civile[198].

En 2009, un nouveau mouvement de combattants des FDLR a été observé vers plusieurs territoires du district du Tanganyika, à la suite des opérations de traque *Kimya II* lancées par les FARDC[199]. Ces opérations se sont étendues vers la mi-2010 au nord du Katanga, en particulier le long du lac Tanganyika, entre Kalemie et Bendera, et autour du village de Kabobo, proche du Sud-Kivu et considéré comme un bastion des FDLR. Après six mois, les FARDC ont annoncé la reprise du contrôle de plusieurs localités proches du lac et la mort de 19 combattants rwandais[200]. Il leur a fallu quelque six mois supplémentaires pour s'emparer de Kabobo[201]. Mais, l'année suivante, la localité a été reprise par les FDLR, coalisés aux Maï-Maï de Yakutumba[202] (voir plus bas). À cette époque, les FDLR semblaient également présentes dans d'autres territoires du Katanga, notamment ceux de Mitwaba et de Pweto[203]. C'est aussi à ce moment qu'une nouvelle rébellion, celle du M23, a éclaté au Nord-Kivu. Les FDLR en ont retiré de substantiels bénéfices car, pendant plus d'une année, un pacte de non-agression et même, localement, une collaboration militaire les a à nouveau unies aux FARDC[204]. En juin 2014, elles ont renforcé leurs effectifs au Katanga[205] et se sont étendues vers le sud et le sud-ouest, insécurisant notamment les routes partant de Kalemie vers Bendera[206] et vers Nyunzu[207]. Outre les pillages et attaques de véhicules, les FDLR subsistent par l'exploitation de ressources minières ou par le racket aux sorties des mines d'or et de coltan du Nord-Katanga[208]. Un certain Kashego serait le chef local des FDLR dans la province[209].

La situation a semblé se modifier en 2015. À la fin janvier, quelques semaines après l'expiration d'un ultimatum d'organisations régionales, les FARDC ont lancé l'opération *Sokola II* au Nord et au Sud-Kivu pour neutraliser les quelque 1 200 combattants FDLR[210] n'ayant pas obtempéré à l'ultimatum leur enjoignant de désarmer et rejoindre des camps de cantonnement. Cette opération semble avoir provoqué un nouvel afflux de miliciens vers le nord du Katanga[211] jusqu'à ce que, le 1er mars, le gouvernement de RDC annonce l'extension de *Sokola II* à cette région[212], entraînant dès ses premiers jours la capture de six combattants[213].

Vraisemblablement, cette nouvelle opération militaire, déclenchée sous la pression internationale, parviendra à affaiblir davantage les FDLR et favorisera une plus grande dispersion de leurs combattants, mais sans arriver à l'objectif déclaré, leur éradication. Il n'est pas non plus à exclure que, sous le coup d'une nouvelle menace ou pour de quelconques raisons politiques, les FARDC renouent, dans un avenir plus ou moins proche, leur alliance et contribuent, à nouveau, à la reconstitution de ce groupe qui compte maintenant parmi les plus anciens groupes armés actifs au Congo.

L'autre groupe armé provenant du Sud-Kivu que l'on retrouve dans le nord du Katanga est la formation Maï-Maï dirigée par le général autoproclamé William Amuri Yakutumba et alliée de longue date aux FDLR[214]. Basés dans le territoire sud-kivutien de Fizi, les Maï-Maï Yakutumba sont actifs dans la partie la plus septentrionale du Katanga, en particulier dans des villages en bordure du lac Tanganyika situés autour de la localité de Wimbi[215], sporadiquement sous leur contrôle[216], et dans des îles du lac[217].

Forts d'environ 300 combattants, les Maï-Maï Yakutumba ont l'originalité de disposer d'une petite force navale qui était composée, vers la mi-2014, de sept pirogues motorisées et équipées de mitrailleuses de 12,7 mm. Cette force était commandée par Saidi Dragila Ekanda, dit Baleine, ancien officier de la marine congolaise. Elle leur a permis d'attaquer des localités côtières, ainsi que des pirogues et des navires plus importants, afin de voler du carburant et des moteurs ou de racketter des passagers. Cependant, en août et septembre 2014, une offensive des FARDC a anéanti une partie de la flotte d'Ekanda. Ce dernier aurait été grièvement blessé lors d'une de ces opérations[218]. Ayant essuyé de lourdes pertes, à la fois au Katanga et au Sud-Kivu[219], le nombre d'attaques attribuées au groupe armé semble avoir depuis fortement baissé.

Enfin, notons que les Maï-Maï Yakutumba, connus pour leurs positions anti-rwandaises, se disent hostiles à tout changement de la Constitution qui permettrait au président Kabila de briguer un troisième mandat à la tête de la République[220].

Selon la MONUSCO, deux autres groupes armés, basés plus au nord, seraient occasionnellement actifs au Katanga : la formation burundaise des Forces nationales de libération, alliée aux Maï-Maï Yakutumba, et les Raïa Mutomboki, également présents au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Maniema. Les deux groupes tenteraient eux aussi de profiter des mines d'or et de coltan du Nord-Katanga[221].

CONCLUSION

S'ils sont moins nombreux qu'au Kivu, les groupes armés du Katanga s'inscrivent dans une dynamique et un contexte au moins aussi complexes que ceux en œuvre dans les provinces situées plus au nord de la RDC.

La genèse des Kata Katanga représente un écheveau particulièrement difficile à démêler. Selon toute vraisemblance, ce mouvement est issu d'une alliance ou d'une fusion entre différents groupes peu structurés : anciens Tigres, membres de la CORAK et du CPK, ainsi que les réseaux Maï-Maï s'étant opposés à l'avancée des troupes rwandaises.

Curieusement, les mois précédant le découpage du Katanga, donc la fin – au moins administrative – de cette entité, se caractérisent par une nette baisse de l'activité des Kata Katanga et par la mort ou la reddition de plusieurs de leurs chefs. Étant donné l'opposition de nombre d'acteurs politiques katangais à la formation de nouvelles provinces et le coup que cette mesure semble porter à l'idée d'un Katanga indépendant, on aurait pu au contraire s'attendre à une recrudescence des attaques et affrontements. Or, à moins d'un coup de théâtre imminent, toujours possible étant donné le côté imprévisible de son leader, Gédéon Kyungu, il semblerait qu'il n'en soit rien.

L'autre facteur, qui déterminera sans doute davantage l'évolution des groupes armés se déclarant séparatistes est l'élection présidentielle, qui devrait se dérouler à la fin 2016. Malgré les grandes inconnues qui entourent ce scrutin – se tiendra-il à la date prévue ?, l'actuel président briguera-t-il un troisième mandat ?, le camp présidentiel résistera-t-il à ses tendances centrifuges ? –, la possibilité existe que la RDC soit bientôt dirigée par un homme qui ne serait ni balubakat, ni même katangais.

Si cela arrivait, la réaction des notables luba katangais, qui monopolisent actuellement les positions de force dans l'appareil de l'État, reste difficile à prévoir. Ceux d'entre eux qui ont soutenu les Maï-Maï des années d'occupation, puis les Kata Katanga, encourageront-ils à nouveau des troubles, dans le but d'affaiblir le pouvoir central ou d'obtenir davantage d'autonomie voire l'indépendance complète d'une entité katangaise reconstituée[222] ? Seront-ils rejoints par d'autres forces hostiles à un hypothétique président issu de l'Ouest ou du Kivu ? Et comment réagiront les FARDC, en particulier les nombreux ex-Tigres qui les composent ?

Ces questions resteront encore plusieurs mois sans réponse. Mais il est probable que l'avenir des Kata Katanga dépende moins de la volonté de Gédéon ou des chefs rebelles déclarés que de facteurs politiques puissants, dont certains ont été nommés à maintes reprises par les médias et l'ONU. En attendant, ce mouvement pourrait prendre la forme d'une « armée de réserve » prête à reprendre les armes au moment jugé opportun ou, au moins, celle d'une « épée de Damoclès » qui pourrait influer sur les prochains processus politiques.

Quant au conflit entre Pygmées et Bantous, si les Kata Katanga ne sont pas étrangers à son déclenchement, il a acquis sa logique propre et ne donne aucun signe d'apaisement. Sa résolution dépend avant tout d'une réconciliation entre les deux groupes ethniques, celle-ci étant inséparable d'un processus visant à mettre fin aux discriminations imposées aux Pygmées et à une préservation de leur milieu de vie.

Faute de quoi, on ne peut exclure que des groupes armés pygmées se développent ailleurs en RDC ou dans des pays voisins, bien que la qualité des relations entre Pygmées et Bantous varie très fortement d'une région à l'autre. Mais, surtout, si le conflit perdurait, la survie-même de ce groupe pourrait être menacée au Katanga.

Enfin, la poursuite des incursions de groupes armés congolais et non congolais du Sud-Kivu dépendra essentiellement des solutions, militaires et surtout non militaires, qui leur seront proposées ou imposées. La cessation définitive du soutien des autorités et des forces armées nationales aux deux principaux d'entre eux – FDLR et Maï-Maï Yakutumba – devrait les amener à davantage de souplesse, tandis qu'un meilleur respect de la Constitution et de la volonté populaire par les dirigeants de Kinshasa devrait leur ôter, à la fois, les arguments politiques que certains avancent et le soutien d'une partie de population insatisfaite par la réélection contestée de Joseph Kabila en 2011.

* * *

NOTES

1. Voir Congo (Dem. Rep.) : Administrative Divisions (population and area), World Gazetteer, et Note technique relative à l'estimation de la population nationale et des provinces de la RDC (2011-2015), Institut national des statistiques, publié par Cellule d'appui technique à l'énergie.
2. Trésor Kibangula, Katanga : L'effet Moïse Katumbi, *Jeune Afrique*, 8 mai 2013.
3. Rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO, ONU, S/2015/172, 10 mars 2015, § 12.
4. Marie-France Cros, Un découpage qui divise, *La Libre Belgique*, 9 mars 2015.
5. Découpage du Katanga en RDC : Moise Katumbi annonce son départ, *RFI*, 8 mars 2015.
6. Baudouin Amba Wetshi, Succession politico-tribale à la Banque centrale du Congo?, *Le Congolais*, 20 mai 2013.
7. Guy De Boeck, Katanga : « Sécession » ?, *CongoForum*, non daté.
8. Malemba-Nkulu : comment mettre fin aux conflits coutumiers ?, *Radio Okapi*, 30 octobre 2009 ; Lubumbashi : persistance des conflits fonciers à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 24 décembre 2009.
9. Rapport sur le procès des crimes graves commis au Nord-Katanga par l'ex-chef milicien Gédéon Kyungu Mutanga, Association africaine de défense des droits de l'homme, représentation du Katanga (ASADHO/Katanga), publié par *Congo Indépendant*, 30 août 2008.
10. Katanga : La crise oubliée de la RDC, Crisis Group, Rapport Afrique n° 103, publié par le *Réseau de recherche sur les opérations de paix* (ROP), 9 janvier 2006 ; Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, publié par le *Réseau africain francophone sur les armes légères* (RAFAL), août 2010, § 431.
11. Rapport sur le procès des crimes graves commis au Nord-Katanga par l'ex-chef milicien Gédéon Kyungu Mutanga, *op. cit.*
12. Offensive des Fardc contre les Maï-Maï de Gédéon au Nord-Katanga, *Radio Okapi*, 28 novembre 2005 ; Offensive contre les Maï-Maï au Katanga : le gouverneur Kisula Ngoy dénonce le manque de la logistique et des vivres dans les rangs des FARDC, *Radio Okapi*, 10 décembre 2005.
13. Verbatim point de presse-17 mai 2006, Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO).
14. Le chef milicien « Gédéon » remis à la justice militaire congolaise par la MONUC, Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO), non daté.
15. Association africaine de défense des droits de l'homme, représentation du Katanga (ASADHO/Katanga), Rapport sur le procès des crimes graves commis au Nord-Katanga par l'ex-chef milicien Gédéon Kyungu Mutanga, *op. cit.*
16. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, § 870.
17. Kipushi : Kyungu Mutanga alias Gédéon condamné à la peine capitale, *Radio Okapi*, 6 mars 2009.
18. Bulletin peine de mort, Amnesty International, mars 2003 ; La RDC veut une abolition responsable de la peine de mort, *Xinhua*, publié par *La peine de mort dans le monde*, 30 mars 2012.
19. Maurice Mulamba, Justin Kalenga – Nord-Katanga, « Les Maï-Maï mangent des chefs coutumiers », *Syfia*, publié par *Le Congolais*, 23 février 2013.
20. Katanga : La crise oubliée de la RDC, *op. cit.*
21. Jean Pierre Sonck, L'odyssée des Tigres katangais, Congo 1960, non daté.
22. Jean Pierre Sonck, *op. cit.*
23. Cinq questions à Kapend Elie Kanyimbu, *La Croisette*, 19 janvier 2011.
24. 75/92 : Congrès du peuple katangais / DRC, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.
25. Voir par exemple Sécession du Kivu ?, La Lettre du continent, n° 333 du 15 juillet 1999, Le RCD accusé de préparer la sécession du Sud-Kivu, *Panapress*, 28 juin 2004 ou Zach Warner, Conflict in the Kivus : The Start of Africa's Second World War?, *Think Africa Press*, 9 août 2012.
26. « Sécession du Katanga, premier mai 2005 », Rapport d'enquête, Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH), Lubumbashi, mai 2005.
27. Le fils de Moïse Tshombe libéré, *La Libre Belgique*, 22 août 2005.
28. Katanga : La crise oubliée de la RDC, *op. cit.*
29. Lubumbashi : sécurité renforcée, quelques suspects aux arrêts, *Radio Okapi*, 24 mai 2010 ; Troubles de Lubumbashi : 7 suspects arrêtés, *Radio Okapi*, 28 mai 2010 ; Arrestation de 7 suspects impliqués dans les troubles du 24 mai à Lubumbashi, *Sous le manguier*, 28 mai 2010.

30. Jason Stearns, Unrest in Lubumbashi, *Congo Siasa*, 24 mai 2010 ; Lubumbashi : complot ou psychose ?, *Congo Indépendant*, 25 mai 2010 ;
31. Retour au calme à Lubumbashi, après des coups de feu à l'aéroport de la Loano, *Radio Okapi*, 4 février 2011.
32. Début du procès des rebelles indépendantistes du Katanga, *Radio Okapi*, 28 décembre 2011.
33. Lubumbashi : attaque d'un dépôt d'armes, *Radio Okapi*, 29 juin 2011.
34. Lubumbashi : l'attaque de ce mercredi visait l'entrepôt de Volcano Mining, selon Lambert Mende, *Radio Okapi*, 29 juin 2011.
35. Attaque contre un camp militaire à Lubumbashi, *Radio Okapi*, 11 juillet 2011.
36. Tshitenge Lubabu M.K., Chronique katangaise, *Jeune Afrique*, 30 avril 2013.
37. Incidents macabres du camp Kimbembe au Katanga : un malentendu regrettable entre militaires et civils, *Le Potentiel*, cité par *DigitalCongo*, 12 juillet 2011.
38. Katanga : les FARDC ripostent à une attaque des Maï Maï à Luena, 5 morts, *Radio Okapi*, 27 novembre 2010
39. Lubumbashi : 963 prisonniers s'évadent de la prison de Kasapa, *Radio Okapi*, 7 septembre 2011.
40. Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur l'application du régime de sanctions et de l'embargo sur les armes en RD Congo, S/2011/738, 2 décembre 2011, § 274 et 275, publié sur le site du RAFAL ; Rapport d'étape du Groupe d'experts de l'ONU sur l'application du régime de sanctions et de l'embargo sur les armes en RD Congo, S/2012/348, 21 juin 2012, § 53, publié sur le site du RAFAL..
41. Grace Lutonadio, Qui a aidé Gédéon KYUNGU MUTANGA à s'évader de la Prison Centrale de la Kassapa, à Lubumbashi?, *CongoForum* (Bruxelles), 6 mars 2014.
42. Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur l'application du régime de sanctions et de l'embargo sur les armes en RD Congo (2011), *op. cit.*, § 272, 273, 276 et 277, et annexe 70.
43. Lubumbashi : attaque d'un dépôt d'armes du camp Major Nvangu, *Radio Okapi*, 27 novembre 2011 ; Lubumbashi : Le camp militaire «Major Vangu » dévasté et ses munitions pillées dans la nuit !, *Réveil-FM-International*, 28 novembre 2011.
44. Katanga : les Maï-Maï attaquent les FARDC à Mitwaba, *Radio Okapi*, 7 décembre 2011.
45. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2012/843, annexe 75, 15 novembre 2012, publié sur le site du RAFAL.
46. DR Congo's neglected "Triangle of Death", UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 10 avril 2013 ; Les civils isolés du Katanga, IRIN, 5 mai 2013.
47. Katanga : les Maï-Maï tuent plus de 65 personnes en l'espace de trois semaines à Mwemena, *Radio Okapi*, 9/02/13 ; Des Maï-Maï Bakata Katanga abattent un agent de l'ANR à Kinsevere, *Le Potentiel*, 19/02/13, publié sur Digitalcongo.
48. Lubumbashi : un mort et 2 blessés dans une attaque contre l'aéroport de la Loano, *Radio Okapi*, 8 août 2012.
49. "L'attaque" de l'aéroport Lubumbashi est une dispute entre militaires, *7 sur 7*, 13 août 2012.
50. OCHA note une augmentation du nombre de déplacés dans 3 territoires au nord du Katanga, *Radio Okapi*, 18 mai 2012.
51. Les civils isolés du Katanga, *op. cit.*
52. DR Congo's neglected "Triangle of Death", *op. cit.*
53. Maud Jullien, Katanga : Fighting for DR Congo's cash cow to secede, *BBC*, 12 août 2013.
54. DR Congo's neglected "Triangle of Death", *op. cit.* ; Katanga : les habitants de Mitwaba et Malemba Nkulu exigent le départ des militaires « indisciplinés », *Radio Okapi*, 5 avril 2012.
55. Mitwaba : insécurité, la société civile demande la présence de la Monusco, *Radio Okapi*, 4 avril 2012.
56. DR Congo's neglected "Triangle of Death", *op. cit.*
57. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (2012), annexe 75, *op. cit.*
58. Katanga : 9 des 13 chefs coutumiers kidnappés par les Maï-Maï à Mitwaba se sont échappés, *Radio Okapi*, 26 décembre 2012 ; Katanga : les Maï-Maï tuent plus de 65 personnes en l'espace de trois semaines à Mwemena, *Radio Okapi*, 9 février 2013 ; Maurice Mulamba, Justin Kalenga – Nord-Katanga, « Les Maï-Maï Mangent Des Chefs Coutumiers », *Le Congolais*, 23 février 2013 ; Les civils isolés du Katanga, *op. cit.*
59. Des Maï-Maï Bakata Katanga abattent un agent de l'ANR à Kinsevere, *Le Potentiel*, 19 février 2013, publié sur Digitalcongo ; Katanga : des Maï-Maï « Tigres » ont tué un policier et enlevé deux autres à Kawirila, *Radio Okapi*, 4 mars 2013.
60. Les civils isolés du Katanga, *op. cit.*
61. Marie-France Cros, Un prêtre belge a pu fuir les Maï Maï du Katanga, *La Libre Belgique*, 21 février 2013.
62. Katanga : les Maï-Maï du chef milicien Gédéon recrutent de force les habitants de Kungye, *Radio Okapi*, 8 août 2012 ; DR Congo's neglected "Triangle of Death", *op. cit.*
63. Guy De Boeck, Sécession ?, *Congo Forum*, 2005.
64. Marie-France Cros, *op. cit.*
65. Maud Jullien, Katanga : Fighting for DR Congo's cash cow to secede, *BBC*, 12 août 2013.

66. Rapport mensuel du Katanga, Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de justice (RRSSJ), Coordination provinciale du Katanga, septembre 2014.
67. Katanga : les groupes Maï-Maï de Gédéon et de Tanda Imena insécurisent le nord de la province, *Radio Okapi*, 14 janvier 2013.
68. Voir également RDC : le Nord-Katanga en proie aux groupes armés, *RFI*, 1er février 2013 ; DR Congo's neglected "Triangle of Death", *op. cit.*
69. Voir également Katanga : les Maï-Maï tuent plus de 65 personnes en l'espace de trois semaines à Mwemena, *Radio Okapi*, 9 février 2013.
70. La situation sécuritaire dans la province du Katanga, Rapport final, Organisations de la Société civile du Katanga, juillet 2013.
71. Bulletin d'information humanitaire, Province du Katanga, OCHA-RDC, 3 décembre 2012 ; Rapport SQUEAC effectué dans la zone de santé de Manono province de Katanga, juin 2013.
72. Katanga : les combats entre FARDC et Maï-Maï ont fait 13 morts à Kasenga, *Radio Okapi*, 23 janvier 2013 ; Katanga : les Maï-Maï tuent plus de 65 personnes en l'espace de trois semaines à Mwemena, *Radio Okapi*, 9 février 2013 ; Katanga : des Maï-Maï tigres ont pillé et incendié des biens des habitants de Lukafu, *Radio Okapi*, 16 février 2013 ; Marie-France Cros, *op. cit.*
73. Des Maï-Maï Bakata Katanga abattent un agent de l'ANR à Kinsevere, *Le Potentiel*, 19 février 2013, publié sur Digitalcongo.
74. Maurice Wa ku Demba, RD CONGO : Une quête violente de l'autonomie au Katanga, *Inter Press Service*, 10 avril 2013 ; Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2013/433, ONU, 19 juillet 2013, § 88.
75. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, Organisations de la Société du Katanga, 26 mars 2013.
76. Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2013/433, *op. cit.* annexe 48.
77. Maurice Wa ku Demba, *op. cit.* ; Trésor Kibangula, RDC : la mystérieuse « reddition » des « Kata Katanga » à Lubumbashi, *Jeune Afrique*, 25 mars 2015.
78. Maurice Mulamba, Le récit d'un enfant soldat membre des Kata Katanga, Démocratie chrétienne (Kinshasa), 5 avril 2013 ; Trésor Kibangula, Katanga : qui se cache derrière les Kata Katanga ?, *Jeune Afrique*, 14 mai 2013 ; Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (2013), *op. cit.* § 84 ;« Ils avaient promis que j'irais à l'école », *La Libre Belgique*, 20 février 2015.
79. RDC : l'amnistie de 150 Maï-Maï Kata Katanga fait débat, *RFI*, 13 juillet 2014.
80. Affaire Bakata Katanga : la commission d'enquête parlementaire a remis son rapport, *Radio Okapi*, 6 avril 2013.
81. Le silence sur les Bakata Katanga à l'Assemblée nationale : « préoccupant et gênant », selon le député Lubaya, *Radio Okapi*, 3 avril 2014.
82. Maurice Wa ku Demba, *op. cit.*
83. Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2013/433, *op. cit.*, § 83-84.
84. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, ONU, 23 janvier 2014, § 47-50.
85. Voir https ://www.facebook.com/pages/Coordinationateur-National-De-Corak-Kata-Katanga/474581169298720. La page n'a plus été actualisée depuis le 8 juillet 2014.
86. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, *op. cit.* ; Trésor Kibangula, Katanga : qui se cache derrière les Kata Katanga ?, *op. cit.*
87. RDC : le chef de la milice Bakata-Katanga dit ne pas s'opposer au gouvernement de Kinshasa, China.org.cn, 9 juin 2014.
88. Trésor Kibangula, RDC : la mystérieuse « reddition » des « Kata Katanga » à Lubumbashi, *Jeune Afrique*, 25 mars 2015.
89. Georges Berghezan, Groupes armés actifs en R. D. Congo - Situation dans le « Grand Kivu » au 2e semestre 2013, Rapport du GRIP n° 2013/11, 2 décembre 2013.
90. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, *op. cit.* ; Clément Boursin, RDC : John Numbi, portrait d'un homme de l'ombre, Afrikarabia, 21 juin 2013 ; Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, *op. cit.*, § 53.
91. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, *op. cit.*
92. Clément Boursin, *op. cit.*
93. Katanga : la crise oubliée de la RDC, *op. cit.* ; Clément Boursin, *op. cit.* ; John Numbi a commencé à faire parler de lui, *Radio Télé LAVDC*, 8 avril 2013 ; Jean-Jacques Wondo, Who's who : L'ex-recruteur des milices Aimé Ngoy Mukena, ministre de la Défense nationale, Défense et sécurité du Congo (DESC), 22 décembre 2014.
94. Clément Boursin, *op. cit.* ; Jean-Jacques Wondo, *op. cit.*
95. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, *op. cit.* § 47, 51-53, 55 et annexe 29.
96. Maurice Wa ku Demba, *op. cit.*
97. Freddy Mulongo, Qui a dit que le Katanga était le fief acquis de Joseph Kabila ? Pourquoi l'évasion des prisonniers dont Kyungu Mutanga appelé Gédéon ?, *Réveil-FM-International*, 8 septembre 2011 ; pouvoir – quand les Balubas du Katanga s'entredéchirent !, *Le Congolais* (Johannesburg), 15 février 2013.
98. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, *op. cit.* Un dollar étatsunien valait 914 francs congolais et un euro en valait 970 au 10 avril 2015.

99. Trésor Kibangula, RDC : la mystérieuse « reddition » des « Kata Katanga » à Lubumbashi, *op. cit.* ; Trésor Kibangula, Katanga : qui se cache derrière les Kata Katanga ?, *op. cit.*

100. Rapport circonstanciel sur la situation sécuritaire dans la province du Katanga, *op. cit.* ; Trésor Kibangula, Katanga : qui se cache derrière les Kata Katanga ?, *op. cit.*

101. Likasi : les échauffourées entre militaires et jeunes de l'Unafec ont fait 3 morts, *Radio Okapi*, 20 avril 2014.

102. Lubumbashi : les gardiens de la prison de Kasapa repoussent une attaque des Bakata Katanga, *Radio Okapi*, 23 juin 2013.

103. Lubumbashi : 3 militaires comparaissent pour détournement des munitions, *Radio Okapi*, 15 mai 2013.

104. Nouveaux heurts à Lubumbashi après une fusillade ayant fait 29 morts, Belga, publié par *7 sur 7*, 1er novembre 2013.

105. Congo army clashes with Mukungubila's followers in Lubumbashi, Reuters, 30 décembre 2015 ; Une quarantaine de morts dans l'attaque à Lubumbashi, Belga, publié par *7 sur 7*, 31 décembre 2013 ; RDC : les forces de sécurité ont tiré sur des jeunes «désarmés», selon le pasteur Joseph Mukungubila, *RFI*, 31 décembre 2013.

106. Katanga : 2 miliciens tués dans les combats entre FARDC et Maï-Maï à Kipushi et Pweto, *Radio Okapi*, 8 janvier 2014 ; Katanga : 1 militaire et 2 miliciens Bakata Katanga tués dans des affrontements à Kaputula, *Radio Okapi*, 15 mai 2014.

107. Bakata Katanga : 66 villages incendiés en 5 mois, *Radio Okapi*, 27 janvier 2014 ; Katanga : 7 000 personnes ont fui les attaques des miliciens Bakata Katanga à Pweto, *Radio Okapi*, 6 février 2014.

108. Katanga : les FARDC récupèrent 5 groupements qu'occupaient les Maï-Maï à Moba, *Radio Okapi*, 28 février 2014 ; Conséquence de l'insécurité au Katanga : Des centaines d'enfants en rupture scolaire, *L'Observateur*, publié par *DigitalCongo*, 14 juin 2014.

109. Maurice Mulamba, Justin Kalenga – Nord-Katanga, « Les Maï-Maï mangent des chefs coutumiers », *Syfia*, publié par *Le Congolais*, 23 février 2013 ; Katanga : le chef de Museka appelle au désarmement des Maï-Maï à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 23 février 2014.

110. Katanga : 2 000 enfants ont été recrutés dans les groupes armés depuis 2012, selon l'Unicef, *Radio Okapi*, 12 février 2014 ; Katanga : 7 femmes échappent aux Maï-Maï après deux mois d'esclavage sexuel, *Radio Okapi*, 7 août 2014.

111. Des centaines de personnes fuient la politique de la « terre brûlée » au Katanga, IRIN, 9 février 2014.

112. Christophe Rigaud, RDC : le Katanga s'enfonce dans l'instabilité, *Afrikarabia*, 22 avril 2014.

113. Rapport mensuel du Katanga mai 2014, RRSSJ-Katanga, 30 mai 2014 ; Malemba Nkulu : l'activisme des Maï-Maï est moins intense, selon la société civile, *Radio Okapi*, 25 septembre 2014.

114. Bulletin d'information hebdomadaire, OCHA Katanga, publié par Humanitarian Response, 10 septembre 2014.

115. Déploiement des Casques bleus au Katanga – La MONUSCO exclut toute polémique, *Le Potentiel*, publié par *allAfrica*, 27 février 2014 ; Katanga : une cinquantaine de Casques bleus égyptiens se déploient à Pweto, *Radio Okapi*, 7 mars 2014.

116. RDC : la Monusco doit se renforcer au Katanga pour protéger "efficacement" les civils (ONG), *Le Huffington Post Québec*, 7 août 2014.

117. Katanga : le chef milicien Gédéon sollicite la présence de la Monusco à Mitwaba pour se rendre, *Le Potentiel*, 16 juin 2014 ; Reddition de « Gédéon » Kyungu : « Ce criminel doit faire face à la justice ! », répond la Monusco, Le Phare, 19 juin 2014 ; Katanga : les déplacés réclament la présence de la Monusco à Mitwaba, *Radio Okapi*, 9 juillet 2014.

118. RDC : la province du Katanga en proie à de nouveaux combats, *Le Monde*, 7 janvier 2014 ; DR Congo – fighting between government and rebels in Lubumbashi, Africa – News and Analysis, 7 janvier 2014 ; Katanga : 2 miliciens tués dans les combats entre FARDC et Maï-Maï à Kipushi et Pweto, *Radio Okapi*, 8 janvier 2014 ; Affrontements entre FARDC et Maï-Maï à Kipushi et Pweto au Katanga, *Radio Okapi*, 8 janvier 2014 ; Nouveaux affrontements entre armée et rebelles près de Lubumbashi, *7 sur 7*, 8 janvier 2014.

119. Katanga : affrontements entre militaires et miliciens Bakata Katanga à Mukuyi (Moba), *Radio Okapi*, 23 février 2014 ; Katanga : les FARDC récupèrent 5 groupements qu'occupaient les Maï-Maï à Moba, *Radio Okapi*, 28 février 2014.

120. Katanga : des milliers de déplacés fuient les combats entre FARDC et miliciens à Moseka, *Radio Okapi*, 20 juillet 2014.

121. Katanga : de nombreux Maï-Maï blessés dans un combat avec les FARDC à Moba, *Radio Okapi*, 4 août 2014.

122. Katanga : l'armée prend le contrôle du quartier général du chef milicien Gédéon, *Radio Okapi*, 19 août 2014 ; Les FARDC chassent Gédéon de son quartier général de Bibawa, *Le Potentiel*, 20 août 2014.

123. RDC : où est passé l'ex-chef de guerre Gédéon ?, *RFI*, 6 octobre 2014 ; KATANGA : Qui est derrière Gédéon Kyungu ?, Forum des As, publié par 7sur7.cd, 7 octobre 2014.

124. Katanga : les déplacés de Kasama appelés à regagner leurs localités, *Radio Okapi*, 16 septembre 2014.

125. Dovin Ntelolo Diasonga, Pweto/Katanga : Les Bakata Katanga sont loin à désarmer, *L'Observateur*, 15 octobre 2014.

126. Katanga : Retour des déplacés après la mort du chef militaire Bakata-Katanga, *kongo times*, 22 septembre 2014.

127. Katanga : retour au calme après des combats entre FARDC et Maï-Maï à Kisenga, *Radio Okapi*, 22 septembre 2014 ; RDC : offensive de l'armée contre les rebelles Maï-Maï Kata Katanga, *RFI*, 6 novembre 2014 ; Katanga : des affrontements entre les FARDC et les Maï Maï font fuir de leurs villages plus de 2 000 personnes à Mitwaba, *Le Potentiel*, 6 novembre 2014 ; À l'issue d'une offensive menée hier au Katanga, de nombreux assaillants tués et quelques..., Forum des As, 6 novembre 2014.

128. Katanga : affrontements entre FARDC et miliciens à Kiwidira, 1 mort, *Radio Okapi*, 6 novembre 2014.

129. RDC : le HCR dénonce la poursuite des violences au Katanga, *RFI*, 20 novembre 2014.

130. R.D. Congo : La crise humanitaire au Katanga a besoin d'une « attention soutenue et plus importante », OCHA, 20 novembre 2014.
131. Bulletin d'information humanitaire, OCHA/Katanga, publié par Humanitarian Response, 5 février 2015.
132. Katanga : les habitants de Kansowe fuient leurs domiciles après une altercation entre militaires et civils, *Radio Okapi*, 24 octobre 2014 ; Katanga : la Monusco enquête sur des allégations des viols massifs à Kansowe, *Radio Okapi*, 11 novembre 2014.
133. Katanga : des policiers accusés de pillage à Kina, *Radio Okapi*, 16 septembre 2014.
134. Lubumbashi : un capitaine des FARDC jugé pour meurtre de 14 détenus, *Radio Okapi*, 5 août 2014.
135. Katanga : les FARDC accusées de braconnage à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 5 janvier 2014.
136. Appel du Commandant de la 61e brigade de FARDC à la reddition des Mai Mai au Nord Katanga, Club UNESCO-Ntcheko, 25 mai 2014.
137. Transfèrement à Lubumbashi du Chef Mai Mai Kata Katanga Fidel Ntumbi de Manono, Atelier des Médias, 27 mai 2014.
138. RDC : Un chef milicien tué par les troupes gouvernementales dans le Katanga, Xinhua, publié par *Afriquinfos*, 28 mai 2014.
139. Katanga : les déplacés de Kasama appelés à regagner leurs localités, *Radio Okapi*, 16 septembre 2014.
140. Katanga : Retour des déplacés après la mort du chef militaire Bakata-Katanga, *kongo times*, 22 septembre 2014 ; Rapport mensuel du Katanga, RRSSJ, Coordination Provinciale du Katanga, septembre 2014.
141. Violence, mouvements de population et action humanitaire au Katanga, Cluster Protection du Katanga, mai 2014.
142. Katanga : reddition de plus de 200 miliciens Maï-Maï aux FARDC à Mitwaba, *Radio Okapi*, 1er septembre 2013 ; Katanga : le chef milicien «Yorgo» se rend aux FARDC, *Radio Okapi*, 8 octobre 2013 ; Plaidoyer du cluster protection, pour la mise en œuvre d'un programme de démobilisation désarmement et réinsertion des miliciens Maï-Maï/ Bakata Katanga dans la province du Katanga, Humanitarian Response, non daté.
143. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, *op. cit.*
144. Plus de 200 ex-miliciens Bakata Katanga en route vers la base militaire de Kitona, *Radio Okapi*, 31 janvier 2014 ; Evalués à plus de 200 – Au moins 85 ex-combattants Maï-Maï « Bakata-Katanga » rejoignent la base militaire de Kitona !, *La Prospérité*, publié par *allAfrica*, 3 février 2014 ; La 4e vague des Bakata Katanga a quitté Lubumbashi pour Kitona, Agence Congolaise de Presse (ACP), 28 février 2014 ; Katanga : 18 Maï-Maï Bakata Katanga se rendent aux FARDC, *Radio Okapi*, 31 janvier 2015.
145. RDC : des Bakata-Katanga regagnent la brousse, deux mois après leur reddition, *Radio Okapi*, 14 juillet 2014.
146. Katanga : des enfants sortis des groupes armés intègrent directement des familles d'accueil, *Radio Okapi*, 3 mars 2015.
147. Rapport hebdomadaire du 25 mars 2015, OCHA/Katanga, publié par Humanitarian Response ; Katanga : 16 000 nouveaux déplacés à Malemba Nkulu et Pweto, *Radio Okapi*, 27 mars 2015.
148. Rapport hebdomadaire du 15 avril 2015, OCHA/Katanga, publié par Humanitarian Response.
149. Bulletin d'informations humanitaires n° 12, OCHA/Nord-Kivu, publié par Humanitarian Response, 14 avril 2015.
150. Bulletin d'informations humanitaires n° 6/15, OCHA/Sud-Kivu, publié par Humanitarian Response, 2 avril 2015.
151. Bulletin d'information humanitaire n° 4/15, OCHA/Province orientale, publié par Humanitarian Response, 11 février 2015.
152. Katanga : «Gédéon est bel et bien vivant», selon ses ex-otages, *Radio Okapi*, 9 avril 2014.
153. Persistance de tension intercommunautaire dans le Katanga : Représailles des luba en réponse aux attaques des miliciens pygmées, *L'Observateur*, 12 mars 2015.
154. Information fournie par Diontani Saidi le 12 mai 2015 et Katanga : une centaine de miliciens Bakata Katanga prêts à se rendre à Pweto, *Radio Okapi*, 6 mai 2015.
155. Katanga : les Bakata Katanga incendient plus de 600 habitations à Pweto, *Radio Okapi*, 23 janvier 2014 ; Les FDLR attaquent, pillent et kidnappent au Nord du Katanga, *Le Potentiel*, 24 avril 2014 ; Katanga : baisse de l'activisme de Maï-Maï à Manono, Pweto et Moba, *op. cit.*
156. Katanga : des miliciens incendient une soixantaine de maisons dans plusieurs villages, *Radio Okapi*, 6 octobre 2014.
157. RDC : offensive de l'armée contre les rebelles Maï-Maï Kata Katanga, *RFI*, 6 novembre 2014 ; À l'issue d'une offensive menée hier au Katanga, de nombreux assaillants tués et quelques..., Forum des As, 6 novembre 2014 ; Quel sort réserver aux miliciens récidivistes ?, *Le Phare*, 6 novembre 2014.
158. Rapport mensuel du Katanga, Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de justice, Coordination provinciale du Katanga, juin 2014 ; Katanga : la situation sécuritaire se dégrade à Pweto et Mitwaba, *Le Potentiel*, 16 juin 2014.
159. Nord-Kivu : Reddition de 28 rebelles dont 8 FDLR à Masisi, *L'Avenir*, publié par *Digitalcongo*, 26 février 2015 ; Dovin Ntelolo Diasonga, Katanga : Bakata Katanga et conflits ethniques, un casse-tête sécuritaire, *L'Observateur*, 5 mars 2015 ; Katanga : baisse de l'activisme de Maï-Maï à Manono, Pweto et Moba, *op. cit.*
160. Katanga : les FDLR pillent à Katonge, *Le Potentiel*, 30 mai 2014.
161. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, *op. cit.*
162. Katanga : baisse de l'activisme de Maï-Maï à Manono, Pweto et Moba, *op. cit.*
163. Katanga : baisse de l'activisme de Maï-Maï à Manono, Pweto et Moba, *op. cit.*

164. Nord-Katanga, Attaques délibérées contre la population civile, Rapport conjoint, ASADHO-CDH-CVDHO, octobre 2003 ; Steven Spittaels & Nick Meynen, Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga, IPIS, 2007 ; RDC : John NUMBI, responsable de l'insécurité qui prévaut au Katanga, *Kongo Times*, 22 juin 2013 ; Jean-Jacques Wondo, *op. cit.*

165. RDC : Soupçonnés de cannibalisme, 8 000 miliciens Maï-Maï sont désarmés au Sud Katanga, IRIN, 13 février 2003.

166. Sauvons Malemba Nkulu d'un éventuel affrontement entre les Maï-Maï et les FARDC, Rapport circonstancié du Centre des droits de l'homme et du droit humanitaire, 2 juillet 2007.

167. Mwamba Kalenga, Les habitants de Malemba-Nkulu sont formels : Il n'existe ni Maï-Maï ni Kata-Katanga chez eux, Nabii Samweli House, 18 février 2014.

168. Malemba Nkulu : l'activisme des Maï-Maï est moins intense, selon la société civile, *Radio Okapi*, 25 septembre 2014 ; Katanga : des Maï-Maï sèment la terreur à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 22 septembre 2014.

169. Un ex-seigneur de guerre Mai-Mai, Mvuende wa Mutumpa Kalunga et ses hommes attaquent avec des armes de guerre le groupement Kabumbulu, Action contre l'impunité pour les droits humains, communiqué de presse du 18 mars 2010 ; Rapport hebdomadaire du 25 mars 2015, OCHA/Katanga ; Katanga : 16 000 nouveaux déplacés à Malemba Nkulu et Pweto, *Radio Okapi*, 27 mars 2015 ; Katanga : la Monusco et le Pam évaluent la situation sécuritaire à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 18 mai 2015.

170. Jonny Hogg & Clara Ferreira-Marques, « Triangle of death » looms over Congo's mining heartlands, Reuters, 19 février 2013.

171. Katanga : baisse de l'activisme de Maï-Maï à Manono, Pweto et Moba, *Radio Okapi*, 17 mars 2015 ; Rapport hebdomadaire du 18 mars 2015, OCHA/Katanga, publié par Humanitarian Response ; Rapport hebdomadaire du 15 avril 2015, *op. cit.*

172. Nord-Katanga : le général Kifwa invite les groupes armés à se rendre, *Radio Okapi*, 1er décembre 2014 ; Katanga : 18 Maï-Maï Bakata Katanga se rendent aux FARDC, *Radio Okapi*, 31 janvier 2015 ; Rapport hebdomadaire du 15 avril 2015, *op. cit.*

173. Katanga : le général Kifwa appelle le chef milicien Gédéon à se rendre, *Radio Okapi*, 6 décembre 2014.

174. Katanga : les miliciens détruisent la flore et la faune du parc Kundelungu, *Radio Okapi*, 15 novembre 2013 ; Katanga : 2 morts dans une attaque des Maï-Maï à Malemba Nkulu, *Radio Okapi*, 14 septembre 2014 ; Katanga : affrontements entre FARDC et miliciens à Kiwidira, 1 mort, *Radio Okapi*, 6 novembre 2014 ; RDC : offensive de l'armée contre les rebelles Maï-Maï Kata Katanga, *RFI*, 6 novembre 2014.

175. Paralysie des activités minières à Pweto, Club UNESCO-Tcheko, 1er août 2013 ; Insécurité à Malemba Nkulu : les Maï-Maï pointés du doigt, *Le Potentiel*, 24 février 2014.

176. Enquête de terrain coordonnée par Diontani Saidi.

177. Analysis of the interactive map of artisanal mining areas in Eastern DR Congo, IPIS, novembre 2013 ; La situation sécuritaire dans la province du Katanga, Rapport final, Organisations de la société civile du Katanga, juillet 2013 ; Ruben de Koning, Artisanal mining and postconflict reconstruction in the Democratic Republic of the Congo, SIPRI Background Paper, octobre 2009.

178. Steven Spittaels, The complexity of resource governance in a context of state fragility : An analysis of the mining sector in the Kivu hinterlands, IPIS & International Alert, novembre 2010 ; Recrudescence d'attaques à main armée sur l'axe Kalemie-Nyunzu, Club UNESCO-Ntcheko, 6 juin 2013.

179. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, ONU, 12 janvier 2015, publié par le RAFAL, annexe 33.

180. Une quinzaine de femmes brûlées vives par la milice Bakata-Katanga à Lwelakalunga au Katanga !, *Le Potentiel*, publié par *Digitalcongo*, 15 juin 2013 ; La situation sécuritaire dans la province du Katanga, Rapport final, *op. cit.* ; Jean-Guy Tshimanga (OCHA), Note d'information sur les récentes violences entre les communautés Luba et Pygmées, Humanitarian Response, 24 juillet 2014.

181. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, *op. cit.*, annexe 33 ; Katanga : 6 personnes meurent incendiées dans un camp de déplacés à Nyunzu, *Radio Okapi*, 2 mai 2015 ; Katanga : 8 personnes tuées dans des accrochages entre pygmées et bantous à Manono, *Radio Okapi*, 7 mai 2015.

182. Katanga : des affrontements entre bantous et pygmées à Maloba auraient fait 10 morts, *Radio Okapi*, 25 juin 2014 ; RDC : attaqués par des Maï-Maï à Nzovu, 600 pygmées se réfugient à Kabalo-Centre, *Radio Okapi*, 16 juillet 2014 ; Maurice Mulamba, Katanga : chasse aux pygmées, Syfia Grands Lacs, 9 septembre 2014.

183. Opération des forces de défense et de sécurité de la RDC à Kabalo, au Katanga, Agence congolaise de presse, 30 juillet 2014.

184. Persistance de tension intercommunautaire dans le Katanga : Représailles des luba en réponse aux attaques des miliciens pygmées, *L'Observateur*, 12 mars 2015.

185. Katanga : Kyungu wa Kumwanza appelle les bantous et pygmées à la cohabitation pacifique, *Radio Okapi*, 10 août 2014.

186. Katanga : Martin Kobler invite les Pygmées et les Bantous à arrêter le cycle de violences à Manono, *Radio Okapi*, 21 août 2014 ; Conflit foncier au Katanga : Martin Kobler invite Pygmées et Bantous à la cohabitation pacifique, 7sur7.cd, 25 août 2014.

187. Manono : bantous et pygmées se réconcilient, *Radio Okapi*, 17 juin 2014.

188. Katanga : des affrontements entre bantous et pygmées à Maloba auraient fait 10 morts, *Radio Okapi*, 25 juin 2014.

189. Les Luba et pygmées de nouveau en conflit à Manono au Katanga, *Le Potentiel*, publié par Digitalcongo, 31 janvier 2015.

190. Katanga : 800 pygmées se réfugient à Kabalo-centre, après l'attaque d'une milice, *Radio Okapi*, 20 juillet 2014 ; Katanga : la Monusco s'inquiète de «l'extermination» des Pygmées, *RFI*, 8 août 2014 ; Maurice Mulamba, Katanga : chasse aux pygmées, Syfia Grands Lacs, 9 septembre 2014 ; Habibou Bangré, RDC : recrudescence des attaques de miliciens pygmées contre des Bantous, *Le*

Monde, 25 février 2015 ; République démocratique du Congo : révolte meurtrière des Pygmées au Katanga, Afrique Asie.fr, 25 février 2015.

191. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, *op. cit.*, annexe 33.
192. Katanga : Martin Kobler «choqué» par le degré de violence entre pygmées et bantous à Nyunzu, *Radio Okapi*, 20 mai 2015.
193. Jean-Guy Tshimanga, *op. cit.* ; Katanga : la Monusco s'inquiète de «l'extermination» des Pygmées, *RFI*, 8 août 2014.
194. Katanga : la Monusco s'inquiète de «l'extermination» des Pygmées, *RFI*, 8 août 2014.
195. Kalemie : l'ONG VMI dénonce la violation des droits des pygmées, *Radio Okapi*, 25 octobre 2010.
196. Katanga : 800 pygmées se réfugient à Kabalo-centre, après l'attaque d'une milice, *Radio Okapi*, 20 juillet 2014 ; Conflit Pygmées-Bantous au Katanga : les tireurs de ficelles dans le collimateur du gouvernement, *Le Potentiel*, 19 août 2014 ; Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, *op. cit.*, annexe 33.
197. Habibou Bangré, RDC : recrudescence des attaques de miliciens pygmées contre des Bantous, *Le Monde*, 25 février 2015.
198. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, *op. cit.*, § 377 et 434.
199. Georges Berghezan et Xavier Zeebroek, Armes légères dans l'est du Congo, Enquête sur la perception de l'insécurité, GRIP, 2011, pp. 28 et 29 ; Traqués dans l'opération Kimia II, des rebelles rwandais FDLR en cavale sont signalés dans le Nord-Katanga, La République, publié par Digitalcongo, 8 juillet 2009.
200. Katanga : traque contre les FDLR, 19 rebelles et 3 militaires des FARDC tués, *Radio Okapi*, 10 janvier 2011.
201. Nord-Katanga : les FARDC reprennent Kabobo, bastion des FDLR, *Radio Okapi*, 11 juin 2011 ; Nord-Katanga : la localité de Kabobo, bunker des Fdlr, de nouveau sous contrôle des Fardc, APA, publié par Digitalcongo, 13 juin 2011.
202. Katanga : la localité de Kabobo sous le contrôle des rebelles rwandais des FDLR, *Radio Okapi*, 21 septembre 2012.
203. Les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), 16 janvier 2013.
204. Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2013/433, § 106-109.
205. Katanga : la situation sécuritaire se dégrade à Pweto et Mitwaba, *Le Potentiel*, 16 juin 2014.
206. Katanga : la Société civile dénonce les attaques des FDLR sur l'axe Kalemie-Bendera, *Radio Okapi*, 9 novembre 2013 ; Katanga : des présumés rebelles FDLR tuent une personne dans l'attaque d'un minibus, *Radio Okapi*, 8 août 2014.
207. Katanga : une ONG accuse des FDLR d'attaquer des véhicules à Kabulo, *Radio Okapi*, 30 mai 2013 ; Katanga : une incursion des FDLR signalée à Kabulo, *Radio Okapi*, 6 avril 2014 ; Insécurité au Katanga : les FDLR, auteurs de nombreuses exactions à Kabulo et Kisonja, *Le Potentiel*, publié par *AllAfrica*, 16 septembre 2014.
208. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, *op. cit.*, § 106 ; Opération des forces de défense et de sécurité de la RDC à Kabalo, au Katanga, Agence congolaise de presse, 30 juillet 2014. Rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO, S/2014/957, ONU, 30 décembre 2014, § 23.
209. Information fournie par l'enquêteur du GRIP, Diontani Saidi, le 12 mai 2015.
210. RDC : les Fdlr n'ont pas désarmé à l'expiration de l'ultimatum de six mois, *La Voix de l'Amérique*, 2 janvier 2015.
211. RDC : résultats mitigés de l'offensive contre les rebelles hutus rwandais, AFP, publié par ONEWO-VISION, 4 mars 2015.
212. RDC : l'offensive contre les rebelles hutus rwandais étendue au Katanga, Belga, publié par RTBF, 1er mars 2015.
213. Parlant de la traque des FDLR dans les Kivu et le Nord-Katanga, Lambert Mende déclare : Nous n'avons convié personne à un spectacle de torrent de sang », *Le Potentiel*, publié par *Digitalcongo*, 4 mars 2015.
214. Georges Berghezan, Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2e semestre 2013, Rapport du GRIP n° 2013/11, 2 décembre 2013.
215. Georges Berghezan et Xavier Zeebroek, Armes légères dans l'est du Congo, Enquête sur la perception de l'insécurité, GRIP, 2011, p. 29.
216. Bulletin d'Information Humanitaire - Province du Katanga N°20/14, 18 juin 2014 ; Katanga : l'armée reprend le contrôle de Wimbi 9, *Radio Okapi*, 8 juillet 2014.
217. Katanga : les habitants de Kabimba effrayés par des attaques attribuées à des miliciens, *Radio Okapi*, 12 août 2014.
218. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, *op. cit.*, § 107 à 110.
219. Katanga : l'armée prend le contrôle du quartier général du chef milicien Gédéon, *Radio Okapi*, 19 août 2014 ; Sud Kivu : 15 Maï-Maï Yakutumba tués dans les combats contre les FARDC à Fizi, *Radio Okapi*, 28 août 2014.
220. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2015/19, *op. cit.*, § 106.
221. Rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO, S/2014/957, ONU, 30 décembre 2014, § 23.
222. Jonny Hogg & Clara Ferreira-Marques, *op. cit.*

***

LES RAPPORTS DU GRIP

4/10 **Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire**, Mehdi Mekdour et Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

5/10 **Contrôle des transferts d'armes – L'exemple des Etats francophones d'Afrique subsaharienne**, Virginie Moreau, Cédric Poitevin et Jihan Seniora, 34 p., 7 €

1/11 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2011**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €

2/11 **La privatisation de la propagande américaine en Afghanistan et en Irak, Rendon Group**, Arnaud Simonis, 24 p., 6 €

3/11 **L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes – Entre surveillance et vérification**, Virginie Moreau, 28 p., 6 €

4/11 **La Mission des Nations unies en RD Congo – Bilan d'une décennie de maintien de la paix et perspectives**, Xavier Zeebroek (coordinateur), Marc Memier, Pamphile Sebahara, 40 p., 8 €

5/11 **Transparence en matière de transferts d'armements – Quelles responsabilités pour les États ?**, Jihan Seniora, 34 p., 7 €

6/11 **Le traité sur le commerce des armes – Les enjeux pour 2012**, Virginie Moreau, 34 p., 7 €

1/12 **La Côte d'Ivoire un an après – Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements**, Bérangère Rouppert, 36 p., 7 €

2/12 **Ammunition controls, the ATT, and Africa – Challenges, requirements, and scope for action**, Holger Anders, 20 p., 5 €

3/12 **Interdiction des armes chimiques – Réalisations, défis et nouvelles priorités de la Convention**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €

4/12 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2012**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €5/12 **Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe – Les enjeux d'un éventuel retrait**, Bérangère Rouppert, 24 p., 6 €

5/12 **Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe – Les enjeux d'un éventuel retrait**, Bérangère Rouppert, 24 p., 6 €

6/12 **Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, Georges Berghezan**, 36 p., 7 €

7/12 **Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest**, Bruno Hellendorff, 38 p., 7 €

8/12 **La conférence 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – Un échec programmé ?**, Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

1/13 **Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest**, Georges Berghezan, 40 p., 7 €

2/13 **Le contrôle du courtage en armements – Quelle mise en œuvre au sein de l'UE ?**, Kloé Tricot O'Farrell, 36 p., 7 €

3/13 **Mali – De l'intervention militaire française à la reconstruction de l'État**, Bernard Adam, 32 p., 7 €

4/13 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2013**, Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, 52 p., 8 €

5/13 **Sur les traces des armes dans le dédale proche-oriental**, Fanny Lutz, 40 p., 7 €

6/13 **Le « pivot » américain vers l'Asie – Conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen**, Bruno Hellendorff et Bérangère Rouppert, 32 p., 6 €

7/13 **Le Sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins : entre doutes et ambitions**, Sylvain Fanielle, 36 p., 7 €

8/13 **La Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient**, Bérangère Rouppert, 44 p., 7 €

9/13 **Arms Transfers to The Syrian Arab Republic : Practice and Legality, Mélanie De Groof**, 56 p., 8 €

10/13 **Un New Deal pour le marché européen de la défense ? La position de la Commission en vue du Conseil européen de décembre 2013**, Quentin Genard et Sabine Sarraf, 24 p., 6 €

11/13 **Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2ème semestre 2013**, Georges Berghezan, 36 p., 6 €

1/14 **L'Iran et la question syrienne – Des « printemps arabes » à Genève II**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 32 p., 6 €

2/14 **Le programme nucléaire iranien : Rétrospective sur les accords conclus avec l'AIEA et le « P5+1 »**, Bérangère Rouppert, 35 p., 6 €

3/14 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 20143**, Sophie Durut et Luc Mampaey, 52 p., 8 €

4/14 **Répertoire des entreprises du secteur de l'armement en Belgique**, Louis Discors et Luc Mampaey, 48 p., 7 €

5/14 **Initiatives de l'UE pour le contrôle des armes légères : vers une meilleure coordination**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €

6/14 **Le traçage des armes sur les lieux de conflits: leçons et perspectives**, Claudio Gramizzi, 22 p., 6 €

7/14 **Au vent mauvais : Comment la vente des Mistral à la Russie sape les efforts de l'Union européenne**, Roy Isbister Roy & Yannick Quéau, 20 p., 6 €

1/15 **Quelle place occupe la Turquie sur les marchés de défense ?** , Yannick Quéau, 28 p., 7 €

2/15 **Armes artisanales en RDC : enquête au Bandundu et au Maniema,** Georges Berghezan, 44 p., 7€

La liste complète des rapports est disponible sur www.grip.org

GROUPES ARMÉS AU KATANGA
ÉPICENTRE DE MULTIPLES CONFLITS

En passe de connaître une dissolution administrative, le Katanga, province la plus méridionale de la RDC, présente de nombreuses caractéristiques qui contribuent à expliquer l'apparition de certains groupes armés.

Ses abondants minerais fournissent à la RDC une part importante de son PIB et de ses exportations, non sans susciter diverses frustrations parmi la population et les élites dirigeantes. Sans compter l'inégale distribution des richesses minières à l'intérieur de la province, le « scandale géologique » étant essentiellement localisé dans le sud.

Parmi les groupes armés, la mouvance des Kata Katanga apparaît comme la plus importante, tant en effectifs qu'en nombre de déplacés qu'elle a provoqué. Cet ensemble de groupes Maï-Maï justifie, depuis 2012, son insurrection – et ses exactions contre la population civile – par une volonté de sécession du Katanga, à l'instar de Moïse Tshombe plus d'un demi-siècle plus tôt. Actuellement en veilleuse, ils sont soupçonnés de servir les intérêts et bénéficier de l'appui occulte de plusieurs responsables politiques et militaires katangais.

Un autre conflit meurtrier s'est développé entre Pygmées (Twa) et Bantous (principalement les Luba) depuis 2013 dans le nord de la province. Prises dans un cycle de vengeance et d'autodéfense, les deux communautés se sont dotées en armes, essentiellement artisanales, et leurs milices s'affrontent dans un conflit révélateur des difficultés de survie de la communauté pygmée.

En outre, l'extrême-nord du Katanga est régulièrement aux prises avec quelques groupes armés, principalement les Maï-Maï de Yakutumba et les FDLR, qui ont « débordé » de leurs bastions du Sud-Kivu voisin pour écumer les abords katangais du lac Tanganyika.

Cette étude a été réalisée avec le concours de collaborateurs locaux de la société civile congolaise.

Georges Berghezan est chercheur au GRIP dans l'axe « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique ». Ses travaux portent principalement sur la violence armée, la prolifération d'armes et la prévention des conflits en Afrique centrale, ainsi que le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest.

GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ